



Rapport d'activité

2012



L'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS) est un institut scientifique public d'aide à la prise de décision à destination des pouvoirs publics. Par sa mission scientifique transversale, il met à la disposition des décideurs wallons, des partenaires de la Wallonie et des citoyens des informations diverses qui vont de la présentation de statistiques et d'indicateurs à la réalisation d'études et d'analyses approfondies dans les champs couverts par les sciences économiques, sociales, politiques et de l'environnement. Par sa mission de conseil stratégique, il participe activement à la promotion et la mise en oeuvre d'une culture de l'évaluation et de la prospective en Wallonie.

CRÉATION GRAPHIQUE | Expansion Partners SA, Namur

MISE EN PAGE & IMPRESSION | IPM Printing SA, Bruxelles

ÉDITEUR RESPONSABLE | Sébastien BRUNET

DÉPÔT LÉGAL | D/2013/10158/2

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

iWEPS

Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique

Route de Louvain-la-Neuve 2 - 5001 BELGRADE (NAMUR)

Tél. 32 (0)81 46 84 11 | Fax 32 (0)81 46 84 12

<http://www.iweps.be>

info@iweps.be

Table des matières

PRÉFACE	7
1. L'INSTITUTION.....	9
1.1. Missions	10
1.2. Le plan opérationnel.....	11
1.3. Organigramme.....	12
1.4. Liste du personnel de l'IWEPS au 31 décembre 2012.....	12
1.5. Formation du personnel	13
1.6. Budget 2012.....	14
1.7. Conseil wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique	14
1.8. Partenariats et collaborations.....	16
2. FAITS MARQUANTS DE 2012	17
2.1. Horizon 2022	18
2.2. Réactualisation de la mission de centralisation statistique de l'IWEPS par le biais des statistiques locales.....	19
2.3. Indicateurs complémentaires au PIB	19
2.4. Séjours de recherche à l'étranger	20
2.5. Colloques et séminaires	21
2.5.1. Colloque « La participation en action. Différentes méthodes pour quel vivre ensemble ? » avec l'ULg.....	21
2.5.2. Colloque « 50 ans après le Rapport Sauvy, la population wallonne entre enjeux du passé et défis du futur », avec la SDFB et le CESW.....	22
2.5.3. Séminaire méthodologique « Une base de données commune aux partenaires des Relais sociaux : quelle pertinence pour l'analyse et l'action sociale en Wallonie ? » avec la DGO5 et les Relais sociaux.....	22
2.5.4. Quatrième Conférence méthodologique de l'IWEPS : « Contribution à une prospective au service de la gouvernance »	22
2.6. Bourses IPRA (IWEPS PhD Research Activity).....	23
3. ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES PAR DOMAINE.....	25
3.1. Population	26
3.1.1. Monitoring de la population	26
3.1.2. Bases de données démographiques issues du Registre national	27
3.1.3. Perspectives de population	27
3.2. Développement territorial	27

3.2.1. Construction et mise à jour d'indicateurs de développement territorial durable.....	27
3.2.2. Perspectives en logements et terrains pour l'habitat en 2026	27
3.2.3. Cartographie des territoires centraux	28
3.2.4. Analyse spatiale des données d'enseignement.....	28
3.2.5. Bases de données communales.....	28
3.2.5.1. Base de données « Cytise ».....	28
3.2.5.2. Mise au point de « Fiches communales ».....	29
3.3. Economie.....	29
3.3.1. Analyses conjoncturelles	29
3.3.2. Modélisation de l'économie wallonne.....	29
3.3.2.1. Modèle HERMREG	29
3.3.2.2. Modèle PREVIEW	30
3.3.3. Economie et environnement	30
3.3.4. Comptabilité régionale	30
3.3.5. Revenus	30
3.3.6. Entreprises	31
3.3.7. Finances publiques	31
3.4. EU2020	31
3.5. Emploi.....	32
3.5.1. Comptes de l'emploi.....	32
3.5.2. Situation conjoncturelle de l'emploi.....	32
3.5.3. Politiques européennes en matière d'emploi.....	33
3.5.4. Emploi dans la fonction publique.....	33
3.6. Education et formation	33
3.7. Société.....	35
3.7.1. Santé.....	35
3.7.2. Logement	35
3.7.3. Cohésion sociale.....	36
3.7.4. Bien-être collectif et progrès au niveau local et régional	37
3.7.5. Le Baromètre social de la Wallonie (enquête récurrente).....	38
3.8. Transport et mobilité.....	38
3.9. Evaluation	40
3.9.1. Evaluation du Plan Marshall 2.Vert	40
3.9.2. Développement du soutien méthodologique à l'évaluation.....	40
3.10. Statistiques, données et enquêtes	41
3.10.1. Identification des données : les inventaires.....	41
3.10.2. Rigueur de l'information : métadonnées.....	41
3.10.3. Développement d'un datamart pour les données individuelles	42
3.10.4. Collaboration avec les partenaires statistiques	42
3.10.5. Enquêtes en cours et acquisition de données propres à l'IWEPS	42
3.11. Collaborations transfrontalières	44
3.11.1. Collaborations dans le cadre de la « Grande Région ».....	44
3.11.2. Collaboration avec la Direction régionale de l'INSEE Nord Pas-de-Calais	44
3.12. Synergies statistiques Fédération Wallonie-Bruxelles	45
3.13. Prospective.....	46

3.13.1. Consolidation du Système régional de prospective wallon (SRPW).....	46
3.13.2. Développement du soutien méthodologique à la démarche prospective.....	47
3.13.3. Développement de nouvelles lignes de recherche.....	47
4. PUBLICATIONS, COLLOQUES ET GROUPES DE TRAVAIL.....	49
4.1. Publications de l'IWEPS.....	50
4.1.1. Working Papers.....	50
4.1.2. Note mensuelle de conjoncture wallonne.....	50
4.1.3. Séries statistiques du marché de l'emploi en Wallonie.....	50
4.1.4. Chiffres clés de la Wallonie.....	50
4.1.5. Tendances économiques – Analyses et prévisions conjoncturelles.....	50
4.1.6. Dynamiques régionales.....	50
4.2. Publications de l'IWEPS en collaboration avec d'autres institutions.....	51
4.3. Autres publications.....	52
4.4. Activités éditoriales (comités scientifiques de revues, direction de collections scientifiques, conseil éditorial.....)	53
4.5. Rapports de recherche et notes de travail.....	53
4.6. Organisation de conférences, colloques et séminaires par l'IWEPS.....	54
4.7. Contribution à des conférences, colloques et séminaires et activités de vulgarisation.....	55
4.8. Participation à des réseaux et groupes de travail.....	58
4.8.1. Réseaux et groupes de travail scientifiques.....	58
4.8.2. Réseaux et groupes de travail mixtes (scientifiques, administratifs, société civile).....	59
4.8.3. Autres groupes de travail.....	60
4.9. Activités d'enseignement et d'encadrement.....	61
5. GESTION ADMINISTRATIVE.....	63
5.1. Gestion des ressources humaines.....	64
5.2. Gestion budgétaire et comptable.....	65
5.3. Marchés publics.....	65
5.4. Gestion administrative et juridique.....	65
5.5. Logistique et intendance.....	65
5.6. Bibliothèque.....	66
5.7. Informatique.....	66
5.8. Communication.....	67
5.8.1. Les publications.....	67
5.8.2. Les événements.....	67
5.8.3. Le site internet.....	67
5.8.4. Communication institutionnelle.....	67
5.8.5. La presse.....	67
ANNEXE 1 : BUDGET 2012.....	70
ANNEXE 2 : DOMAINES D'ACTIVITÉ DES CHARGÉS DE RECHERCHE OCCUPÉS À L'IWEPS EN 2012.....	72
ANNEXE 3 : INDEX ET LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	74
ANNEXE 4 : ORGANISMES PARTENAIRES.....	79

Préface

Dans le paysage institutionnel wallon, l'WEPS occupe une position toute particulière à la rencontre des mondes scientifique et politique. En effet, l'aide scientifiquement fondée à la prise de décision, qui est la mission principale de notre institution, se traduit par nombre de publications, de recherches, d'activités de veille, de participation à des événements scientifiques, de productions statistiques, de soutien méthodologique ou encore de collaborations et partenariats scientifiques, gages de notre indépendance et de notre liberté scientifique. Aujourd'hui plus qu'hier encore, éclairer la décision en réalisant des diagnostics, des évaluations de politiques publiques ou des études de prospective est une mission fondamentale au service de l'intérêt général.

Cette mission, l'WEPS s'y emploie en tissant soigneusement des collaborations de plus en plus étroites avec ses partenaires institutionnels et académiques. Les bourses de doctorat IPRA, le projet de centralisation des données locales ainsi que les synergies statistiques avec la Fédération Wallonie Bruxelles en sont quelques exemples. Gageons qu'à l'avenir ces collaborations se renforcent encore afin de donner aux pouvoirs publics des outils d'analyse et d'aide à la décision créatifs, efficaces et rigoureux.

Ce rapport, qui couvre les activités réalisées en 2012, a pour ambition de décortiquer les thématiques importantes qui ont occupé et parfois préoccupé les chercheurs de l'institution. Thématiques qui, loin d'être déconnectées des questions fondamentales qui traversent nos sociétés, plongent profondément leurs racines dans la réalité de terrain et les défis sur lesquels doivent se pencher les décideurs qu'ils soient publics ou privés. Tout comme le rapport précédent, celui-ci présente les activités par thématique, indifféremment de leur ancrage institutionnel ou disciplinaire, traduisant la forte volonté d'inscrire l'institution dans une dynamique transversale et interdisciplinaire.

L'année 2012 a permis de consolider les changements profonds initiés en termes d'organisation du travail au cours de l'année précédente, comme ce fut le cas par exemple de la mise en œuvre d'une approche par projet et de la promotion de l'interdisciplinarité. Au-delà de cette consolidation, de nouvelles initiatives ont également vu le jour comme la possibilité de réaliser des séjours de recherche à l'étranger et participer ainsi au déploiement et à la reconnaissance internationale de l'institution, ou encore de recourir à la mobilisation d'une cellule spécifique dédiée à la gestion des procédures de marchés publics. Sur le plan des projets majeurs suivis au cours de l'année 2012, on peut également citer, à titre d'exemple, « Horizon 2022 », le développement d'« indicateurs complémentaires au PIB », ainsi que la poursuite de l'évaluation du Plan Marshall 2.Vert.



Sébastien BRUNET
ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL



Chapitre 1

L'INSTITUTION

1.1. MISSIONS

L'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 (MB du 31-12-2003, p. 62412) a fixé au 1^{er} janvier 2004 la date d'entrée en vigueur du décret du 4 décembre 2003 créant l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS). L'IWEPS est un organisme d'intérêt public de catégorie A dont les missions principales sont décrites aux articles 9 et 10 du décret fondateur.

Art. 9. L'Institut a une mission générale d'aide à la décision, qu'il exerce à la fois par une mission scientifique transversale et par une mission de conseil stratégique (...).

Art. 10. La mission scientifique transversale consiste dans la centralisation, la publication et le traitement des statistiques régionales, l'élaboration de plans pluriannuels de développement des statistiques régionales et la formulation de propositions en la matière, ainsi que dans la réalisation de recherches fondamentales et appliquées, principalement dans les champs couverts par les sciences économiques, sociales, politiques et de l'environnement.

L'Institut est chargé de la collecte, du stockage et de l'exploitation des données indispensables à la conduite de la politique régionale. Le Gouvernement établit les règles de coordination entre l'Institut et les autres services administratifs chargés de la récolte des données et du traitement

de celles-ci. Ces règles de coordination peuvent être concrétisées par des conventions et doivent prévoir l'accès de l'Institut aux données validées de l'ensemble des services administratifs de la Région et aux études scientifiques commandées par ces services.

L'Institut constitue l'interlocuteur régional unique des instances statistiques fédérales et européennes.

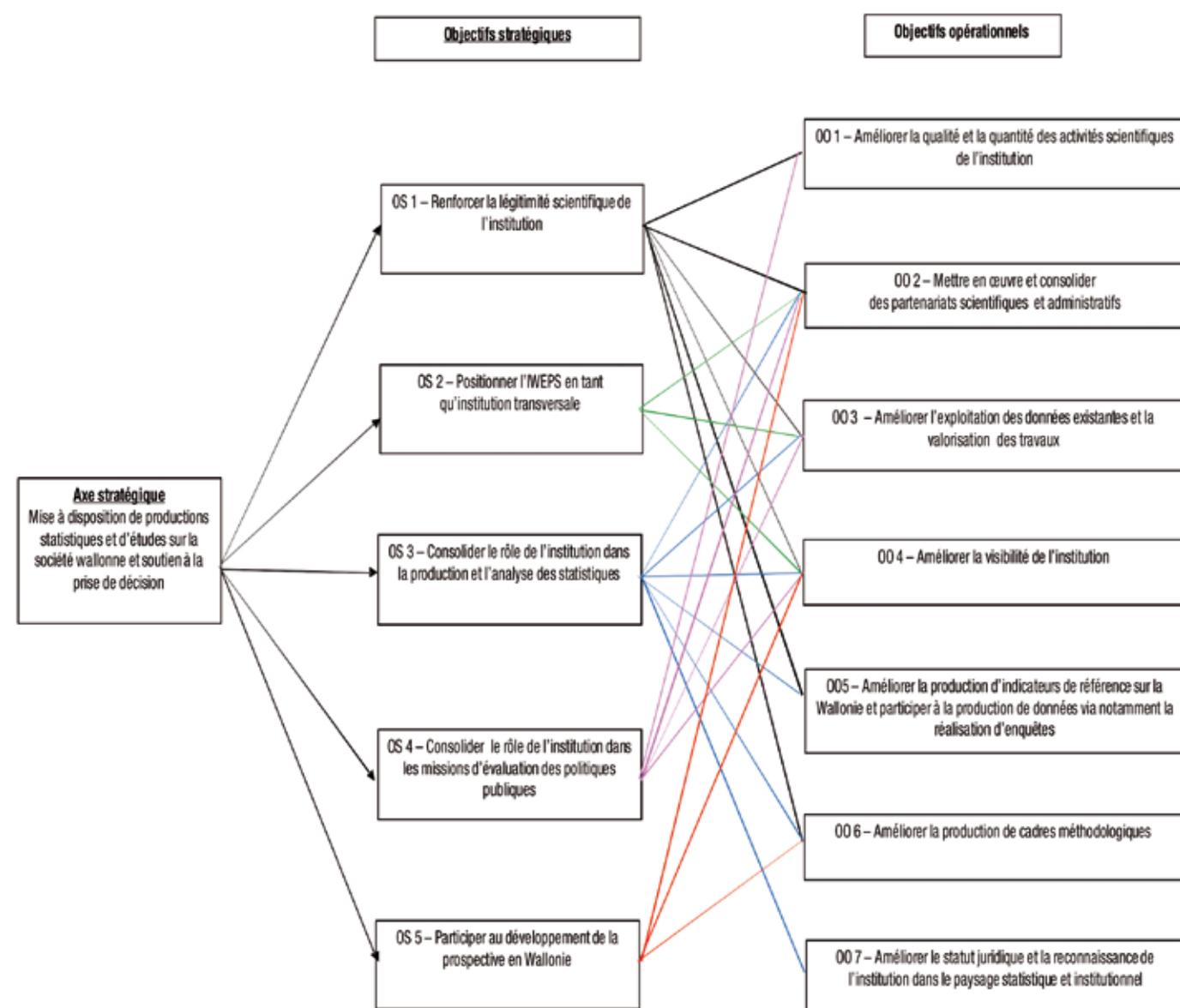
La mission de conseil stratégique consiste à réaliser des exercices d'évaluation, confiés par le Gouvernement dans les matières qui relèvent de sa compétence. Elle comprend également la réalisation d'études prospectives.

En d'autres termes, l'IWEPS est un institut scientifique public d'aide à la prise de décision à destination des pouvoirs publics. Par sa mission scientifique transversale, il met à la disposition des décideurs wallons, des partenaires de la Wallonie et des citoyens des informations diverses qui vont de la présentation de statistiques et d'indicateurs à la réalisation d'études et d'analyses approfondies dans les champs couverts par les sciences économiques, sociales, politiques et de l'environnement. Par sa mission de conseil stratégique, il participe activement à la promotion et la mise en œuvre d'une culture de l'évaluation et de la prospective en Wallonie.

1.2. LE PLAN OPÉRATIONNEL

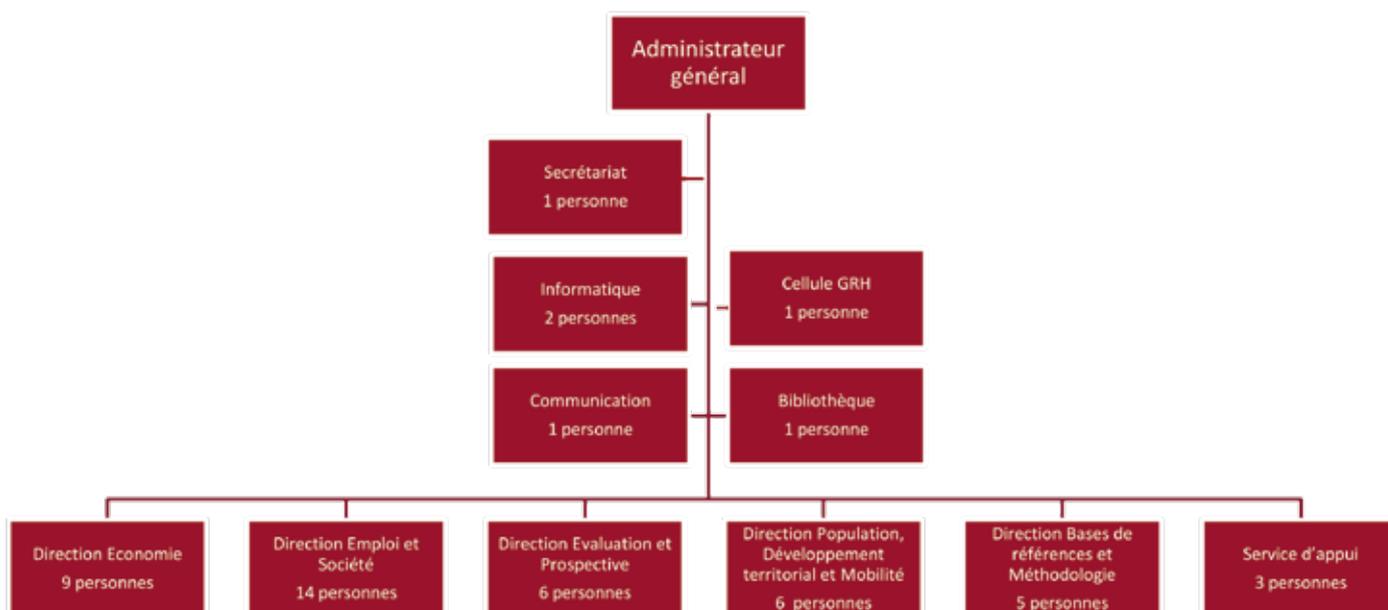
Le plan opérationnel, rédigé en juin 2011 selon une démarche participative, donne à l'IIWEPS une orientation claire et structurée pour le déploiement de ses activités et projets. Celui-ci se décline en un axe stratégique, un axe transversal, cinq objectifs stratégiques et sept objec-

tifs opérationnels. Le plan opérationnel permet d'articuler de manière cohérente l'ensemble des projets poursuivis au sein de l'institution et répondre ainsi aux attentes du monde politique en termes d'aide à la prise de décision.



Axe transversal Améliorer le fonctionnement interne de l'Institution (scientifique, administratif et bien-être au travail)

1.3. ORGANIGRAMME



1.4. LISTE DU PERSONNEL DE L'IWEPS AU 31 DÉCEMBRE 2012

Au 31 décembre 2012, l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique bénéficiait du concours de 50 personnes, dont 31 chargés de recherche, soit 46 équivalents temps plein.

- Caroline ALBESSART, attachée scientifique
- Isabelle BARBIER, assistante
- Fabienne BEGASSE, experte responsable des ressources humaines
- Aurélien BONNET, expert responsable de la cellule informatique
- Thierry BORNAND, attaché scientifique
- Maryline BRANLE, adjointe qualifiée
- Sébastien BRUNET, Administrateur général a. i.
- Rébecca CARDELLI, attachée scientifique
- Frédéric CARUSO, attaché scientifique
- Julien CHARLIER, attaché
- Olivier COLICIS, attaché scientifique (4/5 temps)
- Bernard CONTER, attaché scientifique
- Marc DEBUISSON, attaché scientifique
- Anne DEPREZ, attachée scientifique
- Isabelle DESPAGNE, première assistante (détachée dans un cabinet ministériel)
- Pascale DETHIER, assistante principale
- Claire DUJARDIN, attachée scientifique
- Jean-Paul DUPREZ, coordinateur scientifique
- Muriel FONDER, attachée
- Jean-Claude GASPARD, assistant principal
- Jean-Luc GUYOT, attaché scientifique

- Didier HENRY, premier gradué
- Evelyne ISTACE, experte en charge de la communication (4/5 temps)
- Julien JUPRELLE, attaché scientifique
- Stephania LA ROCCA, attachée (mi-temps)
- Catherine LAVIOLETTE, attachée scientifique
- Martine LEFEVRE, attachée scientifique
- Virginie LOUIS, attachée
- Christine MAINGUET, attachée scientifique
- Abdeslam MARFOUK, attaché scientifique
- Olivier MEUNIER, attaché scientifique
- Mathieu MOSTY, attaché
- Huu-Cuong NGUYEN, expert informaticien
- Régine PAQUE, attachée scientifique (4/5 temps)
- Isabelle PIERRARD, directrice
- Isabelle REGINSTER, attachée scientifique
- Etienne ROUARD, assistant
- Christine RUYTERS, attachée scientifique
- François SANA, attaché (CDD remplacement congé maternité)
- Chantal SIMON, assistante
- Claire SIMON, graduée
- Nathalie STASSIN, graduée
- Amine TASSI, gradué
- Yves TILMAN, attaché
- Béatrice VAN HAEPEREN, coordinatrice scientifique
- Juanita VAN STRAETEN, première adjointe
- Annick VANDENHOOFT, attachée scientifique
- Valérie VANDER STRICHT, attachée scientifique (4/5 temps)
- Françoise VANDERKELEN, coordinatrice scientifique
- Laurent VERLY, gradué principal (4/5 temps)
- Frédéric VERSCHUEREN, attaché scientifique

1.5. FORMATION DU PERSONNEL

La formation du personnel à l'IWEPS est un des éléments essentiels qui participe directement à la réalisation de nos objectifs et missions. En 2012, les formations ci-après ont été suivies par des membres du personnel : Certificat inter-universitaire en évaluation des politiques publiques, modules proposés par le SPW dans les domaines des marchés publics, de la connaissance du code de la fonction

publique et des institutions, de la comptabilité générale des entreprises, des finances publiques, du secourisme, de la communication et du développement personnel, perfectionnement d'une langue étrangère (anglais et néerlandais essentiellement) et les derniers modules du logiciel SAS (dans le cadre d'une convention avec un opérateur externe).

1.6. BUDGET 2012

Le budget des recettes était fixé à 6 531 000 euros. Elles se sont élevées à 5 871 105 euros.

Le budget des dépenses d'ordonnement s'élevait à 8 836 000 euros. Les dépenses réelles se chiffrent à 5 547 504 euros.

La sous-consommation du budget liée aux activités opérationnelles de l'IWEPS s'explique par une série de facteurs

dont certains retards dans la réalisation d'études ou prestations, des procédures de recrutement et/ou d'engagements prenant plus de temps que prévu notamment du fait du profil des candidats recherchés ou encore des procédures de marchés publics qui n'aboutissent pas dans les termes convenus.

Le détail du budget est disponible en annexe.

1.7. CONSEIL WALLON DE L'ÉVALUATION, DE LA PROSPECTIVE ET DE LA STATISTIQUE

Le décret du 14 décembre 2003 portant création de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique a également instauré le Conseil wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, dont les missions sont les suivantes :

Art. 4. Le Conseil rend au Gouvernement un avis sur le programme pluriannuel des travaux de l'Institut et sur le rapport annuel d'activité de celui-ci.

Le Conseil fait au Gouvernement, d'initiative ou sur demande, toute recommandation en matière de statistique, d'évaluation, de conseil stratégique ou de prospective.

Le Conseil assure un rôle d'avis et d'assistance scientifique vis-à-vis de l'Institut.

Le Conseil est composé des recteurs des universités francophones, de quatre membres proposés par le Conseil économique et social de Wallonie, d'un membre proposé par le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable et de cinq membres maximum émanant des corps scientifique, académique ou assimilé des institutions d'enseignement universitaire ou supérieur.

La composition du Conseil, arrêtée en décembre 2012, est la suivante (selon la décision du Gouvernement wallon du 10 décembre 2009) :

HAUBRUGE	Eric	Vice-Recteur	FSAGX	Membre effectif
PORTETELLE	Daniel	Chef de Service	FSAGX	Membre suppléant
JOURQUIN	Bart	Recteur	FUCAM	Membre effectif
GILSON	Natacha	Professeur	FUCAM	Membre suppléant
POULLET	Yves	Recteur	UNAMUR	Membre effectif
MIGNOLET	Michel	Professeur	UNAMUR	Membre suppléant
LAMBERT	Jean-Paul	Recteur	FUSL	Membre effectif
VERDONCK	Magali	Professeur	FUSL	Membre suppléant
DELVAUX	Bruno	Recteur	UCL	Membre effectif
PEETERS	Dominique	Professeur	UCL	Membre suppléant
VIVIERS	Didier	Recteur	ULB	Membre effectif

DEHON	Catherine	Professeur	ULB	Membre suppléant
RENTIER	Bernard	Recteur	ULG	Membre effectif
HEUCHENNE	Cédric	Professeur	ULG	Président
CONTI	Calogero	Recteur	UMONS	Membre effectif
MAHY	Benoît	Professeur	UMONS	Membre suppléant
RUOL	Muriel		CESW	Membre effectif
ROUXHET	Frédéric		CWEDD	Membre effectif
FOURNY	Michèle		CWEDD	Membre suppléant
LOULTCHEFF	Tania		CESW	Membre effectif
TCHINDA	Charlie		CESW	Membre suppléant
INFANTI	Gianni		CESW	Vice-président
ROBERT	Anne-Marie		CESW	Membre suppléant
PAQUOT	Didier		CESW	Membre effectif
DEHALU	Jean-Christophe		CESW	Membre suppléant
MERENNE	Bernadette	Professeur émérite	Corps scientifique ou académique	Membre effectif
MERCY	Jean-Louis	Eurostat	Corps scientifique ou académique	Membre effectif
BRUNET	Sébastien	Administrateur général a.i.	IWEPS	Membre consultatif
STASSIN	Nathalie	Secrétaire de direction	IWEPS	Secrétaire

En 2012, à l'occasion de ses trois réunions, le CWEPS a été mobilisé sur différents dossiers importants pour le développement des activités de recherche et de collaboration de l'IWEPS. Il s'agit notamment de la présentation de la nouvelle mouture du rapport d'activité 2011 sur la base d'une approche par projet, de l'accueil et de l'intégration, dès le mois de septembre 2012, de trois doctorants dans le cadre du lancement des bourses doctorales IPRA (*IWEPS PhD Research Activity*), de l'élaboration d'un partenariat avec le milieu académique dans le cadre des publications IWEPS et plus particulièrement dans le cadre de la collection « Economie, Société, Région ».

Par ailleurs, en 2012, le CWEPS a, d'une part, décidé de remanier son règlement d'ordre intérieur afin de mieux correspondre à son organisation actuelle et, d'autre part, à fournir une liste actualisée de ses membres au Gouvernement wallon, certains membres ayant cessé leur activité professionnelle.

Suite à la présentation du rapport d'activité 2011, lors de la réunion du 24 mai 2012, et aux explications apportées, le Conseil formule l'avis suivant :

« Le CWEPS remet un avis favorable sur le rapport d'activité 2011 et marque sa satisfaction quant à la teneur et la qualité des travaux réalisés par l'IWEPS.

Le Conseil apprécie la nouvelle présentation du rapport qui permet une meilleure compréhension des activités menées par l'Institut. Cette nouvelle structure met en évidence la plus grande transversalité dans les activités et le fonctionnement par projet, deux éléments pour lesquels le CWEPS plaide dans son précédent avis. Il s'en trouve pleinement satisfait.

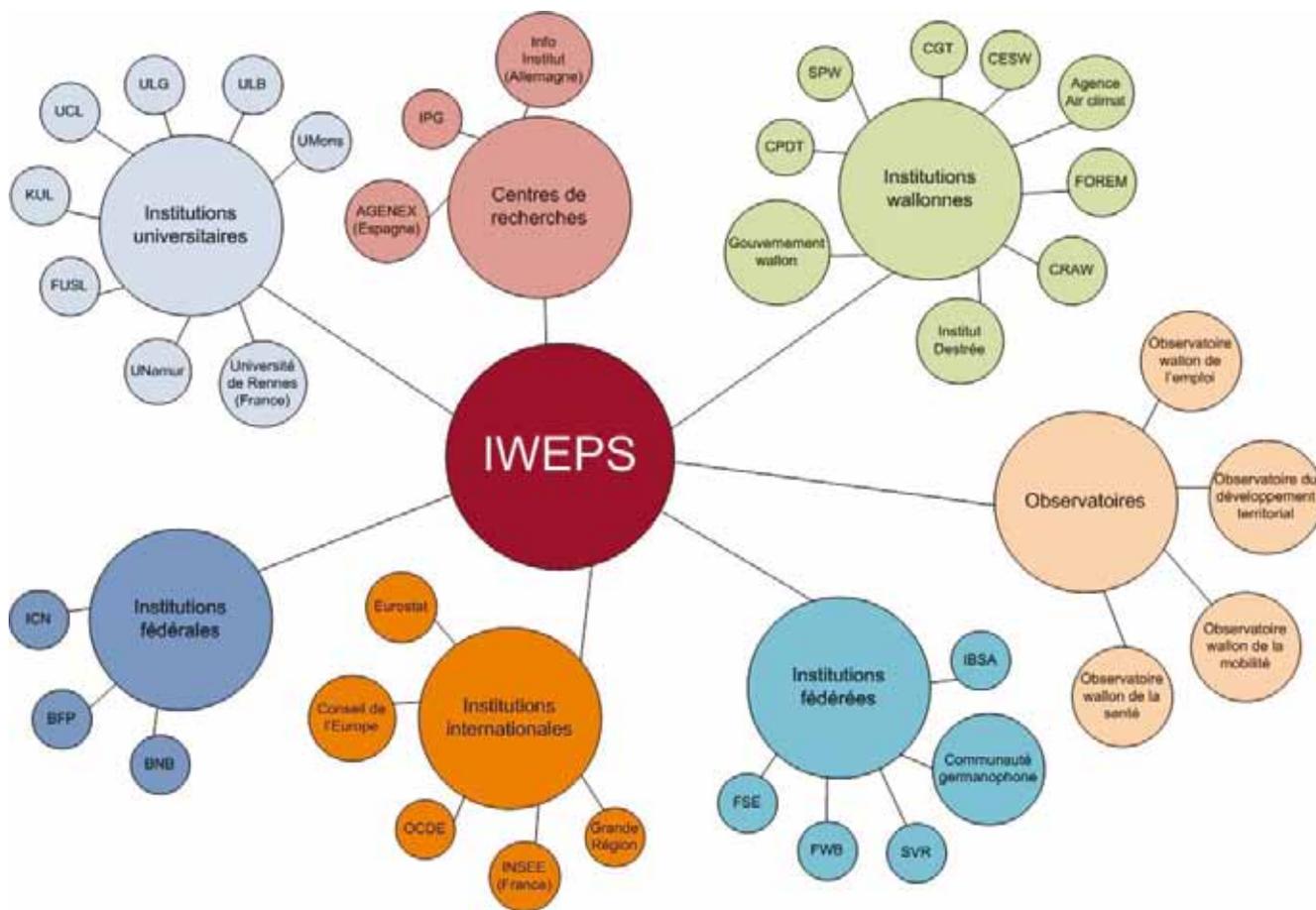
Le Conseil tient également à saluer le souffle nouveau que le nouvel administrateur général, Monsieur Sébastien Brunet, apporte à l'Institut.

Le CWEPS encourage l'Institut à développer une plus grande visibilité des observatoires présents au sein de l'IWEPS et de leurs activités. »

1.8. PARTENARIATS ET COLLABORATIONS

Pour la réalisation de ses objectifs et missions, l'IWEPS réaffirme aujourd'hui sa volonté de tisser soigneusement des partenariats et collaborations solides. Partage d'expérience et complémentarité sont sans doute les mots-clés qui caractérisent les institutions et organisations qui envisagent leur développement selon un mode non-concur-

rentiel et collaboratif. C'est dans cette philosophie que s'inscrit l'IWEPS et c'est la raison pour laquelle un des objectifs nouvellement définis dans le plan opérationnel est celui du développement de partenariats tant scientifiques qu'administratifs.





Chapitre 2

FAITS MARQUANTS
DE 2012

Au travers des faits marquants de 2012, ce sont principalement trois objectifs du plan opérationnel qui sont mis en évidence. Plus précisément, il s'agit de l'amélioration de la qualité et de la quantité des activités scientifiques de l'institution, de l'amélioration de la visibilité de l'institution et de

la consolidation du rôle de l'institution dans la production et l'analyse de statistiques.

Concrètement, les activités suivantes ont rythmé l'année 2012 et monopolisé les énergies :

2.1. HORIZON 2022

Le Gouvernement wallon, face aux grands défis que représentent la sixième réforme de l'Etat (Loi spéciale de financement et les futurs transferts de compétences), la crise économique ainsi que la négociation du cadre financier pluriannuel (CFP) des programmes opérationnels des fonds structurels européens pour la période 2014-2020, a enclenché un vaste travail de réflexion début 2012 auquel l'IWEPS a été étroitement associé.

Ce programme de travail appelé « Horizon 2022 » a pour objectif de permettre à la Wallonie d'embrasser ces défis pour en faire des opportunités en vue d'un redéploiement vers une croissance durable créatrice d'activités et d'emplois de qualité.

Pour contribuer à la réalisation de ce programme à dix ans, un collège d'experts a été institué au sein de l'IWEPS. Au total, une vingtaine d'experts universitaires ont été désignés en juin 2012 par le Gouvernement afin de travailler sur différentes thématiques jugées essentielles. A ces experts s'ajoutent les chercheurs de l'IWEPS qui ont, tout

au long du processus, alimenté les groupes de travail en données, analyses et pistes de réflexion. Au cours du projet, des experts de l'administration (SPW et OIP) ont été également sollicités. Enfin, quatre experts ont été désignés pour coordonner les travaux : Sébastien Brunet (IWEPS), Mathias Dewatripont (BNB), Marthe Nyssens (UCL) et Giuseppe Pagano (UMONS). En parallèle, un chargé de mission, la société Roland Berger Strategy Consultants, a accompagné l'ensemble du processus.

Trois rapports ont été remis au Gouvernement wallon :

- Un rapport scientifique qui reprend les travaux de chaque expert et les synthèses des coordinateurs.
- Un rapport des consultations, qui restitue de manière anonyme l'ensemble des contributions reçues par ligne de force, sans filtre, hiérarchisation ou priorisation.
- Un rapport de mise en perspective et de propositions réalisé par le chargé de mission, qui met en évidence les propositions clés émanant des deux rapports précédents.

2.2. RÉACTUALISATION DE LA MISSION DE CENTRALISATION STATISTIQUE DE L'IWEPS PAR LE BIAIS DES STATISTIQUES LOCALES

Comme il a été précisé au point 1.1. du présent rapport d'activité, dans son décret fondateur, l'IWEPS est chargé « de la collecte, du stockage et de l'exploitation des données indispensables à la conduite de la politique régionale ». C'est dans cette perspective que l'IWEPS a mis sur le métier un ambitieux projet de centralisation des données. Ce projet a considérablement été réorienté au cours de cette année 2012 sous l'impulsion de deux autres initiatives complémentaires et convergentes. Il s'agit de la publication par l'IWEPS des « fiches communales » qui ont été élaborées dans la perspective des élections communales de 2012 et de la sollicitation de l'IWEPS par la DGO5 pour l'accompagnement des communes dans la mise en place des plans stratégiques transversaux. A cet égard, la DGO5 a été un acteur déterminant pour cette phase de réorientation du projet en le concentrant sur les statistiques locales. Afin de faciliter le travail de collecte des données auprès des différentes administrations concernées, il a été proposé une approche transversale, en abordant dans un

premier temps l'ensemble des données disponibles au niveau communal. Les statistiques, au niveau régional et à tout autre niveau supra-communal, en seront extraites autant que possible par agrégation. Cette première phase sera ensuite élargie pour sortir du cadre du PST et pour aller au-delà des données uniquement liées aux indicateurs spécifiques.

L'IWEPS mettra en place un outil interne qui permette de rassembler toutes les données, obtenues auprès des administrations, dans un système partagé datawarehouse (DWH). Ce DWH accueillera les données statistiques au niveau communal qui proviennent des administrations wallonnes, des OIP wallons ainsi que les données locales de la FWB. Ce DWH alimentera également la diffusion vers le portail « Statistiques locales » qui sera lui ouvert au grand public. Un accès privilégié à ce DWH sera accordé, tout en respectant la loi sur la protection de la vie privée, aux administrations qui auront participé à sa création.

2.3. INDICATEURS COMPLÉMENTAIRES AU PIB

Aux côtés des autorités wallonnes, l'IWEPS est engagé dans le développement d'indicateurs régionaux susceptibles de compléter le PIB pour mesurer le progrès sociétal dans un cadre de développement durable.

Les objectifs poursuivis dans ce projet s'intègrent dans une démarche heuristique qui vise à construire un cadre conceptuel, méthodologique et statistique pour l'élaboration d'un système intégré d'indicateurs synthétiques, en cohérence avec les recommandations du « Rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi » et des travaux développés sur le sujet.

La première étape du projet a consisté à dresser un état de l'art ouvert et multidisciplinaire d'une cinquantaine d'expériences menées de par le monde, consacrées tantôt au développement d'indicateurs synthétiques (Working Paper n°4, novembre 2011), tantôt au développement de tableaux de bord / batteries d'indicateurs (Working Paper n°7, mars 2012).

La deuxième étape est dédiée au développement du cadre conceptuel et analytique de la démarche portée par l'IWEPS, basé sur les concepts de bien-être et de pro-

grès, de durabilité et de soutenabilité, s'appuyant sur une revue de la littérature scientifique, en particulier les travaux qui s'inscrivent dans le sillage des recommandations de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi et des expérimentations du Conseil de l'Europe pour appréhender le bien-être de tous et le progrès sociétal.

La troisième étape s'est concentrée sur l'analyse des 51 expériences décrites dans les Working Papers n°4 et n°7, à partir d'un référentiel commun d'analyse appliqué à chacune d'elles, visant à présenter de manière transparente et systématique les spécificités et originalités de chaque expérience au regard de leurs éclairages par rapport aux piliers et interfaces du développement durable d'une part, et d'autre part, au regard de leurs forces et de leurs faiblesses, en ce compris leur applicabilité au contexte wallon, leur lien avec l'action publique et les possibilités offertes de comparaisons régionales ou temporelles.

La quatrième étape présente et argumente les propositions de l'IWEPS de construction d'un système intégré de huit indicateurs synthétiques régionaux complémentaires au PIB : trois indicateurs pour les trois piliers classiques du développement durable (un indicateur de niveau/état de l'activité économique, un indicateur d'état de la société, un indicateur d'état de l'environnement), trois pour les interfaces (un indicateur d'état des déséquilibres et des inégalités socio-économiques, un indicateur d'impact de l'état du capital environnemental sur la santé humaine, un

indicateur de pressions sociales et économiques sur l'environnement), un indicateur de bien-être courant et un indicateur de gouvernance. Pour les huit indicateurs synthétiques avancés, les grandes dimensions qui les structurent sont présentées et un éventail de modes de construction et de méthodes d'agrégation sont proposés, modulables en fonction des objectifs recherchés et des usages. Une attention particulière est attirée sur l'importance de la communication autour de ces indicateurs et sur leur rôle au service de la connaissance, de la décision politique et de l'action publique.

Le cadre conceptuel, l'analyse des 51 expériences ainsi que les propositions de l'IWEPS sont présentés et développés dans le Working Paper n°10, publié en janvier 2013.

L'IWEPS se donne comme perspective de mettre en place le développement progressif d'un système de statistiques capable de soutenir l'élaboration de ces huit indicateurs synthétiques et de les calculer selon les critères de qualité requis.

Par ailleurs, l'IWEPS a été chargé par le Gouvernement wallon (Décision du 8 novembre 2012), dans le cadre du PM.2.Vert, de développer, calculer et diffuser cinq indicateurs phares complémentaires au PIB. Il s'agit plus particulièrement de l'Indice de Situation Sociale, l'Indice de bien-être, l'Empreinte Ecologique, l'Indice de Situation Environnementale et un indicateur économique de stocks.

2.4. SÉJOURS DE RECHERCHE À L'ÉTRANGER

Afin d'intensifier les partenariats scientifiques avec le monde académique ainsi que les institutions sœurs de l'IWEPS et de participer ainsi à l'amélioration et au partage de connaissance, la possibilité a été donnée aux chargés de recherche de l'institution d'intégrer dans leurs projets respectifs des séjours de recherche d'une durée de un à douze mois.

Ces séjours se conçoivent sur base volontaire et doivent accompagner un projet de recherche détaillé qui est présenté au Comité d'accompagnement de projet (CAP) avant autorisation par l'Administrateur général. Ensuite, le projet fait l'objet d'un accord de partenariat avec l'institution d'accueil réglant l'ensemble des dispositions pratiques. L'accueil des chercheurs se fait à titre gratuit, n'entraînant aucun surcoût pour l'IWEPS.

Dans l'hypothèse d'un séjour de recherche inférieur à trois mois, le chargé de recherche présente un rapport final à la fin de son séjour. Pour un séjour supérieur à trois mois, le chercheur présente un rapport sur l'état d'avancement du projet sur base trimestrielle ainsi qu'un rapport final.

En 2012, une première expérience a été initiée avec l'Agence régionale de l'énergie d'Estrémadure (Espagne) sur un projet de recherche portant sur une comparaison entre la Wallonie et l'Estrémadure sur le thème de la balance énergétique et de l'impact économique et environnemental des énergies renouvelables. Ce projet a débuté le 1^{er} juillet 2012 et prendra fin le 30 juin 2013.

2.5. COLLOQUES ET SÉMINAIRES

2.5.1. Colloque « La participation en action. Différentes méthodes pour quel vivre ensemble ? » avec l'ULg

Ce colloque a été organisé conjointement par l'IWEPS et l'Université de Liège le vendredi 22 juin 2012, aux Moulins de Beez, à Namur.

Les méthodes participatives n'ont eu de cesse de se développer depuis leur apparition dans les années 1970. Elles constituent désormais une réalité de terrain dans notre société et un laboratoire contemporain de recherche très porteur. De l'échelle locale à l'échelle internationale, en passant par tous les niveaux, provinciaux, régionaux, nationaux et européens, de nombreuses expériences prouvent que les citoyens qui prennent part à de telles initiatives peuvent contribuer d'une manière pertinente dans l'élaboration des politiques publiques. Ils réinventent ainsi de nouvelles formes de responsabilités dans la construction d'un – autre – vivre ensemble.

Cette « participation en action » soulève néanmoins d'importantes questions méthodologiques et plus particulièrement celle de la co-construction des approches qualitatives et quantitatives et de leur enrichissement mutuel dans une perspective participative. Bien que les traditions

methodologiques des recherches quantitatives et qualitatives se soient longtemps ignorées et même très souvent opposées, l'utilisation conjointe d'outils quantitatifs et qualitatifs constitue aujourd'hui une démarche légitime pour de nombreux chercheurs en sciences sociales mais aussi pour les praticiens. L'intégration de ces deux grandes traditions méthodologiques peut être réalisée au niveau de la participation ; les démarches participatives mixtes pouvant se décliner en de multiples modèles possibles, articulés ou adaptés, selon les contextes étudiés.

Le colloque visait précisément à explorer l'intégration des approches qualitatives et quantitatives dans les méthodes participatives et à présenter des expériences concrètes de la participation en action. Ouvert aux praticiens, fonctionnaires, chercheurs, décideurs privés et publics, il poursuivait trois objectifs : une mise en contexte et une présentation des fondements des démarches participatives (session 1), la présentation de recherches mixtes (quali-quant) avec une perspective participative (session 2), une table-ronde autour d'expériences ayant fait appel à des dispositifs participatifs (session 3).

Le colloque a rassemblé plus d'une centaine de participants. Les actes du colloque seront publiés dans un ouvrage collectif, à paraître en 2013 dans la collection « Méthodes participatives appliquées » chez P.I.E.-Peter Lang.

2.5.2. Colloque « 50 ans après le Rapport Sauvy, la population wallonne entre enjeux du passé et défis du futur », avec la SDFB et le CESW

Le Conseil économique et social de la Wallonie (CESW), l'IWEPS et la Société démographique francophone de Belgique (SDFB) ont organisé le colloque « 50 ans après le Rapport Sauvy, la population wallonne entre enjeux du passé et défis du futur » à Liège (salle académique de l'ULg) le mardi 23 octobre 2012. Plus d'une centaine de personnes y ont participé.

En 1962, le « rapport Sauvy » (du nom du célèbre démographe français) paraissait. Ce rapport avait été commandé par le Conseil économique wallon (l'« ancêtre » du CESW) et portait sur le « *Problème de l'économie et de la population en Wallonie* ». A l'époque, cette publication, avec ses recommandations, avait fait grand bruit dans les milieux politiques, économiques et sociaux... Cinquante ans plus tard, la démographie se situe plus que jamais au cœur des débats sur le développement économique et social de la région. Les questions sont nombreuses et les enjeux essentiels pour l'avenir de la Wallonie.

Le CESW, l'IWEPS et la SDFB ont invité plusieurs spécialistes à venir en débattre ; leurs exposés ont été suivis d'un débat des partenaires sociaux sur le transfert des compétences touchant à la démographie.

2.5.3. Séminaire méthodologique « Une base de données commune aux partenaires des Relais sociaux : quelle pertinence pour l'analyse et l'action sociale en Wallonie ? » avec la DGO5 et les Relais sociaux

A la demande du Gouvernement wallon, les Relais sociaux et l'IWEPS ont construit ensemble et avec la collaboration de la Direction générale opérationnelle des Pouvoirs

locaux, de l'action sociale et de la santé (DGO5) un outil de collecte de données actuellement utilisé par les partenaires des Relais à titre expérimental.

Le séminaire a permis de débattre en vue de peaufiner l'outil de collecte sur la base de l'expérience de terrain. Il a apporté différents éclairages aux questions soulevées par la mise en place et l'utilisation de cette base de données. Les participants ont discuté de ces questions en ateliers. En écho, des intervenants extérieurs ont présenté les caractéristiques importantes de leurs pratiques et expliqué comment, à Bruxelles, à Paris, en Europe, ils assurent la confidentialité des données et se donnent les moyens de réaliser des traitements statistiques pertinents pour leur action à partir de pratiques similaires à celles que nous sommes en train de développer en Wallonie.

Ce séminaire a eu lieu à Jambes le 27 novembre 2012 et a rassemblé plus de 120 participants de tous les Relais sociaux de Wallonie.

2.5.4. Quatrième Conférence méthodologique de l'IWEPS : « Contribution à une prospective au service de la gouvernance »

La Quatrième Conférence méthodologique de l'IWEPS a eu pour thème « Contribution à une prospective au service de la gouvernance ». A un moment charnière de son histoire, un examen des futurs possibles étayé par une démarche rigoureuse et des outils éprouvés revêt une importance capitale pour la Wallonie. Face à ce constat, l'IWEPS a consacré sa quatrième conférence méthodologique à la prospective. Cette conférence a interrogé les démarches de prospective dans leurs fondements épistémologiques, méthodologiques et dans leurs relations avec la prise de décision. Pour l'occasion, quatre conférenciers spécialistes de la question sont venus de France et un des Etats-Unis (Université de Houston).

La conférence s'est tenue le 4 décembre 2012 aux Moulins de Beez, à Namur, et a suscité l'intérêt de plus d'une centaine de participants.

2.6. BOURSES IPRA (IWEPS PHD RESEARCH ACTIVITY)

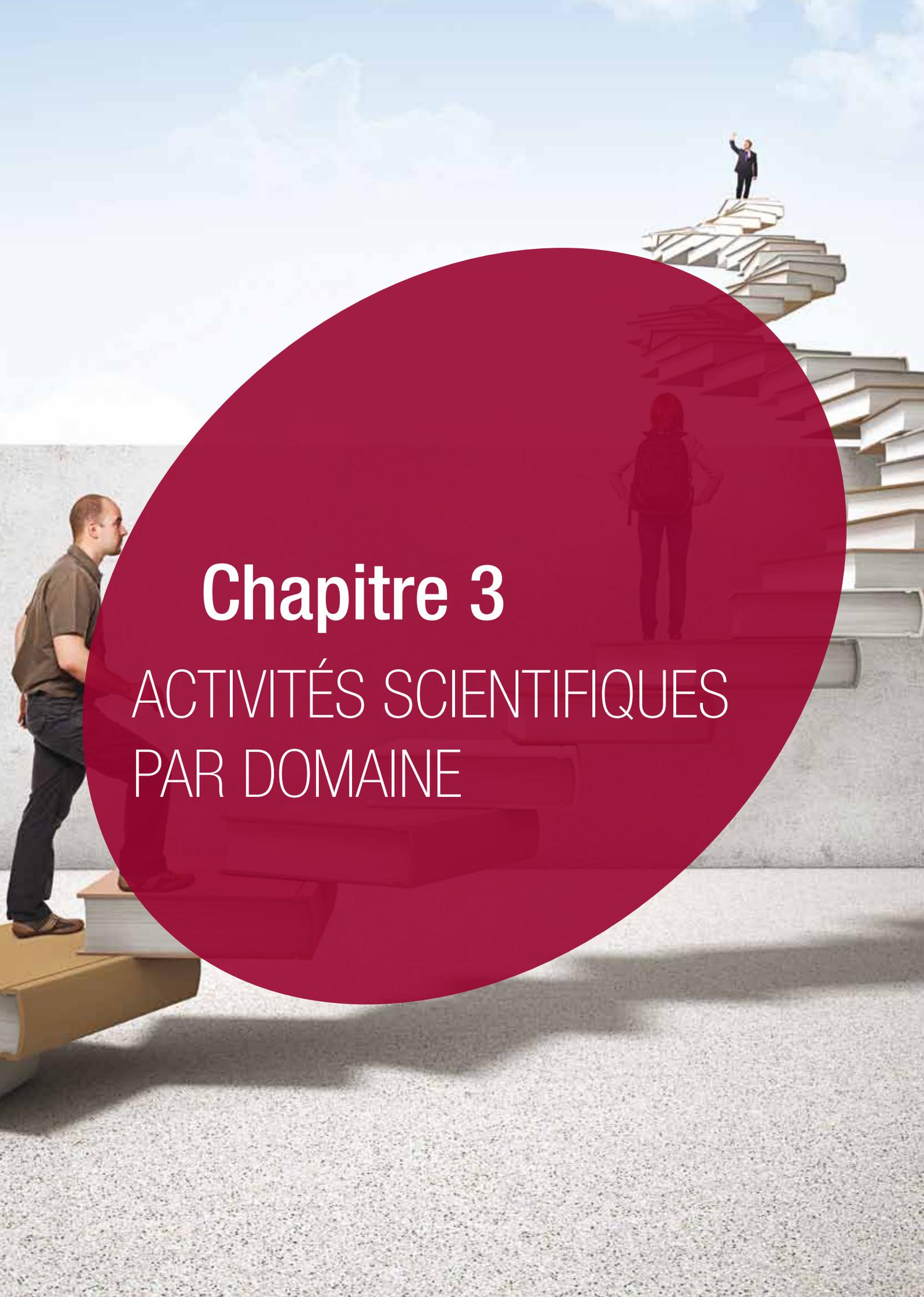
L'année 2012 a également été marquée par le lancement d'un appel à projets visant à financer trois bourses de doctorat à destination de jeunes diplômés ou chercheurs. L'initiative poursuivait deux objectifs distincts mais complémentaires. D'une part, assurer par un travail de recherche fondamentale l'alimentation de l'IWEPS en connaissance scientifique originale et de première main. D'autre part, resserrer les liens entre l'IWEPS et le monde universitaire afin de favoriser l'ancrage de l'institution au sein de la communauté scientifique en Communauté française de Belgique tout en participant à son rayonnement international.

Les thématiques de recherche dans lesquelles devaient s'inscrire les propositions ont été fixées en collaboration avec le CWEPS (l'ancrage wallon y était privilégié). Quant à la procédure de sélection, elle a bénéficié d'un large appui du FNRS. Le Jury de sélection s'est réuni en mai 2012. Sous la houlette du président de la Commission FNRS sciences humaines et sciences sociales, il était composé de membres de l'IWEPS et du CWEPS.

Au terme de cette réunion, trois lauréats du concours « Bourses IPRA 2012 » ont été sélectionnés :

- Zoé Lejeune, sur le thème : « Les inégalités environnementales en Wallonie : une approche politologique et territoriale », thèse dirigée par le Professeur Q. Michel (ULG) ;
- Maxime Petit Jean, sur le thème : « La démarche prospective en Wallonie : modélisation d'instruments de prospective adaptables au contexte politico-administratif wallon », thèse codirigée par les Professeurs C. De Visscher (UCL) et C. Fallon (ULG) ;
- Guillaume Vermeylen, sur le thème : « L'effet du mismatch éducatif sur la productivité et les salaires des firmes wallonnes dans différents environnements de travail », thèse codirigée par les Professeurs F. Rycx (ULB) et B. Mahy (UMONS).

Les doctorants ont débuté leur thèse de doctorat en septembre 2012 ; ils auront quatre années pour mener à bien leurs recherches, en alternance sur le site de l'IWEPS et sur celui de leur université d'accueil.



Chapitre 3

ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES
PAR DOMAINE

De par nos missions d'aide à la décision politique, nous nous positionnons à l'interface entre le politique et le scientifique.

La revue de la littérature scientifique et de la littérature grise constitue une de nos priorités.

Un de nos atouts est la possibilité de mener des travaux dans une perspective multidisciplinaire.

La connaissance des données dans les différents champs couverts par l'IWEPS représente un axe important des activités de l'institution. Cette expertise implique des contacts permanents avec les organes statistiques fédé-

raux et avec les producteurs de données primaires, ainsi que des collaborations avec des organes administratifs et/ou statistiques régionaux ou communautaires. Les chercheurs recourent à l'utilisation de données administratives qui nécessitent bien souvent un travail important de « traduction » avant leur exploitation à des fins statistiques.

La collecte de données originales (notamment par voie d'enquêtes) est un autre axe de travail développé à l'IWEPS. Ces activités sont complétées par une veille méthodologique, la constitution et la documentation de bases de données et la production de cadres de références méthodologiques.

3.1. POPULATION

3.1.1. Monitoring de la population

L'objectif global de ce projet est d'instaurer une veille sur la démographie de la Wallonie, afin de faire face aux principales demandes en la matière (émanant de l'administration, du gouvernement ou des citoyens), de représenter l'IWEPS dans la sphère scientifique de la démographie belge et de développer une compétence en matière de démographie au sein de l'IWEPS, notamment dans le domaine des perspectives de population.

L'année 2012 a été notamment consacrée à l'alimentation du volet statistique du site de l'IWEPS. Un rapport sur l'état de la démographie wallonne : « Evolutions démographiques récentes de la Wallonie et perspectives » est également élaboré comme chaque année. Il est repris dans le chapitre « Population » des Chiffres-clés de la Wallonie de 2012.

Un membre de l'IWEPS a également assuré le secrétariat de la Société démographique francophone de Belgique (SDFB). La Société réunit tous les universitaires et agents des services publics qui s'occupent de démographie en Belgique francophone. Dans ce cadre, un colloque a été organisé à la Fondation universitaire à Bruxelles le 28 mars sur le thème de « Sept milliards d'humains sur terre ». A cette occasion, le prix Verhulst 2011 récompensant un mémoire belge de haute qualité dans le domaine de l'étude scientifique des populations a été décerné.

L'IWEPS a également co-organisé avec le CESW et la SDFB un colloque sur « 50 ans après le Rapport Sauvy, la population wallonne entre enjeux du passé et défis du futur » à l'Université de Liège le 23 octobre. L'IWEPS y a présenté des exposés sur « Les perspectives de population dans le Rapport Sauvy. Faisons-nous mieux aujourd'hui ? » et « Perspectives de population au niveau des communes : un outil pour le développement territorial de la Wallonie ».

3.1.2. Bases de données démographiques issues du Registre national

Suite au contrat-cadre de confidentialité entre l'IWEPS et la DGSIE, une copie anonymisée des données individuelles, issues du Registre national, a été transmise à l'IWEPS en 2012.

La base de données transmise comporte les « états annuels » du 1^{er} janvier 2006 au 1^{er} janvier 2011, ainsi que les différents mouvements migratoires enregistrés en 2010.

En interne à l'IWEPS, et en collaboration avec le Centre de recherche en démographie et sociétés de l'UCL, il a été procédé à une série de tests de cohérence et de conformité des données aux statistiques publiées par ailleurs.

Cette base de données représente un input pour un ensemble de projets développés à l'IWEPS : perspectives de population des individus et des ménages par commune, base de données Cytise, projet « Bassins » et plus particulièrement les bassins résidentiels, séries statistiques chronologiques de l'IWEPS, Chiffres-clés, etc.

3.1.3. Perspectives de population

L'objectif général de ce projet est de produire simultanément des projections de population et de ménage au niveau des communes. Une convention a été passée en 2010 avec le Centre de recherche en démographie et sociétés de l'UCL pour mener à bien ce projet. Il s'agit d'une démarche scientifique inédite qui prend en considération non seulement les spécificités locales des phénomènes de fécondité, de mortalité et de migration, mais aussi la transformation des ménages.

Les résultats complets de ces perspectives ont été obtenus en 2012 : des chiffres de population pour chaque commune par classe d'âge quinquennale, par sexe, et des chiffres de ménage, par nombre et type de ménage en 2016, 2021 et 2026. Un document de communication a été produit en mars 2012, reprenant les principaux résultats par arrondissement et commune, illustrés par des cartes et graphiques. Ce document est disponible sur le site de l'IWEPS, ainsi que les perspectives de population par commune.

Les résultats ont pu être valorisés dans d'autres thématiques investiguées à l'IWEPS, principalement en lien avec le développement territorial (voir ci-dessous).

3.2. DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Les travaux menés par l'Observatoire du développement territorial (ODT) ont été réalisés dans le cadre des missions de l'IWEPS, et notamment en collaboration avec le SPW-DGO4 et la Conférence permanente du développement territorial (CPDT).

3.2.1. Construction d'indicateurs de développement territorial durable

En 2012, l'ODT a poursuivi la mise à jour des indicateurs précédemment construits (disponibilités foncières, super-

ficies urbanisées...) et la réflexion sur la construction de nouveaux indicateurs, notamment des indicateurs dans une orientation d'analyse de perspectives (voir ci-dessous).

3.2.2. Perspectives en logements et terrains pour l'habitat en 2026

Les perspectives de population et des ménages par commune à l'horizon 2026, commandées par l'IWEPS à l'UCL, ont permis la réalisation d'une étude sur les perspectives en terrains pour l'habitat en 2026. La croissance de la

population et des ménages aura en effet un impact sur le territoire wallon puisqu'elle nécessite le développement de nouveaux logements. Une plus ou moins grande part de ces logements mobilisera de nouveaux terrains à bâtir.

Ces travaux ont été largement menés en 2012 et ont abouti à une publication en février 2013 (Working Paper n°11).

Ces travaux ont également permis d'alimenter la réflexion liée aux objectifs du Schéma de Développement de l'Espace Régional (SDER) en cours d'actualisation. Des propositions d'objectifs ont en effet été approuvées par le Gouvernement wallon le 28 juin 2012.

3.2.3. Cartographie des territoires centraux

L'ODT en collaboration avec le SPW-DGO4 accompagne le cabinet du Ministre du Développement territorial dans la réflexion sur une cartographie de territoires centraux, éléments structurants du territoire au sein desquels des politiques particulières pourraient être mises en œuvre. Le travail entamé en 2011 et poursuivi en 2012 consiste à mettre en place une méthodologie permettant d'identifier les lieux présentant un haut potentiel de développement territorial durable pour l'habitat. Ce travail alimente également la réflexion sur l'actualisation du SDER et pourra servir de socle à la création de nouveaux indicateurs de développement territorial.

3.2.4. Analyse spatiale des données d'enseignement

L'objectif général de ce projet est l'analyse spatiale des données « enseignement » de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) dans le cadre des synergies statistiques. Ce projet s'intègre dans un objectif plus large d'analyses liées à la notion de développement territorial transversal, analyses utiles à plusieurs politiques publiques : planification et pilotage de l'offre de formation, politiques d'aménagement du territoire, de logement et de mobilité.

En 2012, les échanges se sont poursuivis sur l'enseignement fondamental et secondaire, avec l'analyse des spéci-

ficités locales de parcours scolaires suivant des méthodes longitudinale et spatiale. Ces travaux ont fait l'objet d'une publication (Working Paper n°8).

De plus, l'IWEPS a entamé des travaux sur l'enseignement supérieur et plus particulièrement les mobilités spatiales et académiques d'une cohorte d'élèves entrant en 1^{ère} année dans les hautes écoles de la FWB. Ces travaux ont été présentés aux Journées du Longitudinal 2012 à Caen et ont fait l'objet d'une publication dans les actes de ces journées.

3.2.5. Bases de données communales

Suite à de nombreuses demandes, et dans la perspective des élections communales d'octobre 2012, l'IWEPS a décidé de mettre à disposition des décideurs et du public un ensemble d'informations et d'indicateurs au niveau des communes. Cette démarche se concrétise au départ de deux projets conjoints développés ci-dessous.

3.2.5.1. Base de données « Cytise »

Cette base de données, mise au point par une équipe de chercheurs du département de démographie de l'UCL, met à disposition, via un site internet (<http://cytisecomunes.gedap.be/>), un ensemble d'informations communales (« Cytise Communes »), mais également par secteur statistique (« Cytise Quartiers »), obtenues principalement au départ des informations contenues dans le Registre national. La « convention Cytise » initialement financée par la DGO4 du SPW a été reprise en 2011 par l'IWEPS.

Les objectifs sont principalement :

- l'actualisation des séries, rendue possible grâce à la convention d'accès aux données du Registre national par l'IWEPS ;
- le développement des thématiques au-delà des informations strictement démographiques (emploi, revenu, occupation du sol, etc.).

A terme, il est prévu d'intégrer Cytise au portail des statistiques locales qui sera développé dans le cadre du projet « Centralisation des données locales ».

3.2.5.2. Mise au point de « Fiches communales »

Le projet « Cytise » étant un projet de longue haleine, qui s'étalera sur plusieurs années, il a été décidé de développer en interne à l'IWEPS un projet de création et de mise à disposition, via le site Internet, de fiches communales standardisées pour les 262 communes wallonnes. Outre

la mise à disposition de données brutes, ces fiches présentent des indicateurs qui permettent de positionner la commune par rapport à différents référents (arrondissement administratif, province, communes voisines, région et même le pays).

3.3. ECONOMIE

3.3.1. Analyses conjoncturelles

Depuis 1991, l'IWEPS effectue semestriellement des exercices de prévisions économiques à court terme de l'économie wallonne.

Deux numéros de « Tendances économiques » ont été publiés en 2012 : le numéro 42 en mars et le numéro 43 en octobre. Ces travaux ont été réalisés en collaboration avec le service « conjoncture » de l'IRES. L'IWEPS publie, en outre, une note mensuelle de conjoncture, qui reprend une trentaine d'indicateurs sur la conjoncture belge et wallonne. Ces publications sont un outil de veille conjoncturelle qui permet de mettre en évidence tout changement dans les principales séries statistiques de l'économie wallonne.

Pour établir ces scénarios aux niveaux belge et wallon, l'IWEPS développe un arsenal d'outils : le développement d'une maquette comptable globale, la mise à jour des données, le traitement et l'analyse des indicateurs précurseurs, en particulier pour les dossiers relatifs à l'activité économique, la consommation des ménages, l'investissement des ménages et l'emploi.

3.3.2. Modélisation de l'économie wallonne

3.3.2.1. Modèle HERMREG

Dans le cadre de la convention entre l'IWEPS, les services d'étude des deux autres Régions (SVR et IBSA) et le Bureau fédéral du Plan (BfP), deux attachés scientifiques

collaborent au projet HERMREG. L'objectif de ce projet est le développement d'un modèle multisectoriel régional de l'économie belge, via une désagrégation régionale des perspectives économiques nationales à moyen terme réalisées par le Bureau fédéral du Plan, la mise à disposition d'une base de données des principaux agrégats économiques régionaux et une analyse de différentes variantes.

Pour l'exercice de 2012, l'IWEPS a donc contribué à la réalisation de la projection 2012-2017 publiée au mois de juillet. Dans le contexte d'une évolution hésitante des conditions économiques, une actualisation partielle de cette projection a été réalisée en septembre.

En parallèle, l'équipe de recherche a poursuivi les travaux de développement qui visent à rendre le modèle plus apte à rendre compte de l'impact de chocs économiques régionaux. Avec une modélisation progressivement *bottom-up*, les résultats du modèle ne constitueront plus une désagrégation des résultats nationaux, mais répondront à une dynamique régionale propre. La troisième phase de ces développements, entamée en 2011 et achevée en 2012, s'est ainsi attelée à l'estimation de fonctions de production régionales. Dans le rapport final, les résultats obtenus ont été comparés à ceux de la modélisation précédente et leur sensibilité soumise à certaines variantes. En 2012, les tâches d'une quatrième phase de développement, incluant la modélisation *bottom-up* de la demande, ont également été définies et un premier rapport intermédiaire réalisé.

3.3.2.2. Modèle PREVIEW

PREVIEW est un projet visant à mettre au point, à moyen terme, un modèle d'évaluation ex-ante des impacts de certaines politiques publiques (wallonnes) sur l'économie wallonne. Ce modèle, d'inspiration macro-économétrique, s'inscrira dans un contexte à la fois multisectoriel et infra-régional (provinces), et reposera sur des fonctions de réaction spécifiques à certaines populations cibles (entreprises selon la taille, individus selon le revenu...).

Dans le courant de l'année 2011 a été lancée la première phase du projet, qui avait pour objectifs (1) l'élaboration d'une base de données de référence, (2) la proposition de l'ossature générale du modèle et (3) l'examen des politiques qui pourraient être analysées par l'outil. Un comité d'accompagnement scientifique a également été constitué. La phase I du projet s'est prolongée en 2012, alimentée par des travaux relatifs notamment (1) à l'évaluation des effets directs d'une politique de primes énergétiques sur le montant des travaux économiseurs d'énergie et (2) à l'évaluation des conséquences de chocs macro-économiques sur le taux de pauvreté.

La phase II du projet, qui débutera en 2013, se déroulera avec l'appui de chercheurs du laboratoire EQUIPPE, Centre de recherche réunissant les économistes des Universités de Lille 1, de Lille 2 et de Lille 3. Elle concernera principalement la construction d'un modèle input-output infrarégional ainsi que la formalisation du module « marché du travail » du modèle PREVIEW.

3.3.3. Economie et environnement

Dans le prolongement de la conférence méthodologique de décembre 2011, des travaux se développent en matière de prise en compte de la dimension environnementale dans la théorie économique. L'IWEPS est le partenaire de l'« Extremadura Energy Agency » (AGENEX), une agence dont la mission est de promouvoir les sources d'énergies renouvelables, d'en améliorer l'efficacité et de promouvoir des plans énergétiques aux niveaux régional et local. Ce partenariat porte sur un échange de connaissance sur l'implantation des énergies renouvelables : évaluation d'impacts, planification. Une collaboratrice de l'IWEPS a été détachée à AGENEX au 1^{er} juillet 2012.

3.3.4. Comptabilité régionale

Si l'IWEPS n'établit pas lui-même de comptabilité régionale, cette statistique est une source d'informations économiques essentielles. Aussi, l'IWEPS participe-t-il à l'examen des comptes et de leur méthodologie par le Comité scientifique de l'Institut des comptes nationaux (ICN). L'IWEPS est également partie prenante des trois groupes de travail mis sur pied dans le cadre d'une collaboration BNB-Instituts régionaux (IWEPS-IBSA-SVR). L'objectif poursuivi est de développer substantiellement l'arsenal de statistiques régionales dans un cadre comptable harmonisé.

Trois groupes de travail ont été mis en place en partenariat entre la BNB et les Instituts régionaux pour améliorer la production de nouvelles statistiques économiques régionales. Le premier de ces groupes vise à produire un PIB régional trimestriel, de façon à répondre notamment à la demande de disposer plus rapidement de statistiques économiques. Le deuxième aborde la décomposition du PIB selon l'optique des dépenses et le troisième vise à ventiler par communauté et région le compte des « administrations publiques locales ». Un chercheur de l'IWEPS a été affecté à ce projet en 2012, dans le cadre du groupe de travail « Régionalisation du Produit intérieur brut, suivant l'optique des dépenses ». Plus précisément, il a travaillé sur la régionalisation de la dépense de consommation finale des ménages, des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

A l'automne 2012, les trois groupes ont également procédé au bilan de leurs activités et balisé les étapes de développements ultérieurs afin d'alimenter la discussion autour d'un éventuel renouvellement du partenariat.

3.3.5. Revenus

Les chiffres de revenus des ménages issus de la comptabilité régionale sont utilisés pour diverses publications de l'IWEPS (Chiffres-clés, Tendances économiques...). Ils font aussi l'objet d'une reconstitution rétrospective dans le cadre du projet HERMREG. Au-delà des ménages, l'optique des revenus de la comptabilité économique est également au centre de l'étude présentée en séminaire technique dans le cadre des synergies Wallonie Fédération

Wallonie-Bruxelles. Le travail mené au sein de l'IWEPS visait à élaborer un « Revenu régional brut » et à en proposer une déclinaison par communauté.

Dans la comptabilité régionale, les revenus des ménages sont proposés jusqu'au niveau des arrondissements (NUTS3). La répartition géographique fine de ces revenus, ainsi que leur dispersion, n'est pas disponible selon cette source. Afin d'approfondir l'analyse des revenus, nous utilisons donc les statistiques publiées par la DGSIE, issues des déclarations fiscales à l'IPP. Il a ainsi été possible de cartographier certains indicateurs au niveau communal. Plusieurs indicateurs de revenus ont également été utilisés dans le cadre de l'Atlas transfrontalier.

3.3.6. Entreprises

Les travaux relatifs à la démographie des entreprises, au départ des données mensuelles produites par la société Coface Belgium, ont alimenté le site Internet et les publications de l'IWEPS. Des comparaisons interrégionales ont été réalisées pour répondre à différentes demandes particulières. La méthodologie intègre dorénavant en flux continu les différents mouvements démographiques de chaque entreprise. Des comptages sont également effectués selon les secteurs d'activité et à un niveau infra-régional.

Le « répertoire des établissements de l'ONSS » a également été régulièrement utilisé pour préciser la structure, en termes d'activité et de taille, du tissu industriel wallon. Il

nous a permis, également, de mesurer le degré d'autonomie des établissements wallons.

L'IWEPS accède au répertoire et aux mises à jour mensuelles de la « Banque carrefour des entreprises », via un serveur FTP. En outre, en 2012, une convention signée avec le SPF Economie a permis l'accès à ce répertoire et aux différentes bases de données « Entreprises » traitées par la DGSIE. Une formation a ainsi été dispensée à plusieurs chercheurs de l'IWEPS à l'automne. Les premières réflexions ont ensuite été menées avec la DGSIE quant à l'exploitation possible de ces bases de données dans le cadre de l'évaluation des pôles de compétitivité du Plan Marshall 2.Vert.

3.3.7. Finances publiques

Suite à la réorganisation de l'administration wallonne, le budget des dépenses de la Région wallonne a été complètement restructuré à partir de l'année 2009. Les travaux d'élaboration de séries chronologiques ont été poursuivis, en tenant compte de cette nouvelle structure.

Par ailleurs, un Working Paper a été consacré à la présentation de la situation consolidée des moyens financiers alloués par la Région aux agences et analyse les changements des masses budgétaires au cours de la période 2005 à 2010 (Working Paper n°6 « Les agences en Wallonie : un regard budgétaire »).

3.4. EU2020

Lors du Conseil européen du 17 juin 2010, dans le cadre de la nouvelle stratégie européenne «Pour une croissance intelligente, durable et inclusive» (connue comme « la stratégie Europe 2020 » EU2020), cinq objectifs chiffrés ont été confirmés. Ils portent sur l'emploi, l'innovation et la recherche-développement, l'énergie et les changements climatiques, l'éducation et l'exclusion sociale et la pauvreté.

En 2011, la Belgique, en collaboration avec les Régions et les Communautés, a déposé un Programme national de réforme (PNR) à la Commission européenne, dans lequel elle fixe notamment des cibles au niveau belge. Au départ de mesures régionales de ces indicateurs et d'éléments de projection, l'IWEPS a alors apporté son soutien aux autorités régionales lors des discussions techniques préalables

à l'élaboration du premier PNR dans ce nouveau cadre européen.

En 2012, ce soutien technique, en termes de statistiques et de scénarios (à l'aide du modèle HERMREG notamment), s'est prolongé dans le cadre des réflexions autour du Plan Horizon 2022 pour la Wallonie auxquelles l'IWEPS a participé. L'estimation de séries historiques régionales des indicateurs EU2020 s'est d'ailleurs poursuivie, notamment en matière d'environnement, de sorte qu'un projet de

tableau de synthèse des indicateurs est prêt, incluant les cinq domaines de la Stratégie.

La collecte et le suivi d'indicateurs complémentaires en lien avec la Stratégie européenne demeurent cependant nécessaires pour comprendre, expliquer, voire relativiser, l'évolution des indicateurs-cibles. Certaines études ont ainsi été entamées en 2012 au départ d'autres sources de données, notamment dans le domaine de la pauvreté et de la déprivation et dans celui de l'abandon scolaire précoce.

3.5. EMPLOI

3.5.1. Comptes de l'emploi

En 2012, dans le cadre du projet « Comptes de l'emploi wallon », réalisé avec le CUNIC (marché public IWEPS-2009/011), un système de statistiques intégrées et cohérentes dans le domaine du marché du travail a été constitué. Dans un souci constant d'amélioration des indicateurs, ce travail s'est notamment fondé sur les données de l'ONSS, de l'INASTI, de l'ONSS-APL, du Datawarehouse de la BCSS, de la DGSIE, de l'ONEM, de l'INAMI et de l'IGSS.

Les données de base sont saisies au niveau territorial le plus fin possible, à savoir le niveau communal. Les comptes de l'emploi comprennent deux volets : un volet offre de travail (des travailleurs) et un volet demande de travail (des entreprises). Ils sont estimés en moyenne annuelle.

- Trois lots de données décrivent l'offre de travail : la population active (2008 à 2010), la population active calibrée sur l'Enquête sur les forces de travail, qui permet des comparaisons avec d'autres pays européens (1999 à 2010), le sous-emploi et la main-d'œuvre potentielle (2004 à 2010).
- La demande de travail est illustrée par deux lots de données relatives à l'emploi intérieur et exprimées en postes de travail : une série courte (2008-2010)

cohérente avec les données de population active et une série longue (1997 à 2010), plus brute, ventilée par secteur d'activité.

Sur la base de la dernière année disponible (2010) de ces données, 80 indicateurs du marché du travail caractérisant les communes wallonnes ont été calculés. Ils ont permis d'établir une typologie des communes wallonnes, centrée sur le marché du travail, réalisée sur la base d'une analyse en composantes principales suivie d'une classification hiérarchique ascendante. Les classes et sous-classes obtenues ont été caractérisées d'après la signification des facteurs retenus dans l'analyse en composantes principales.

La typologie obtenue partage le territoire wallon en trois grandes classes caractérisées principalement par les taux de chômage et de sous-emploi, la part des professions libérales dans l'emploi indépendant, la part du temps partiel selon le sexe ou l'âge et la part des frontaliers sortants dans les actifs occupés.

3.5.2. Situation conjoncturelle de l'emploi

L'Institut analyse de manière continue les tendances conjoncturelles et structurelles du marché du travail. Ces

analyses alimentent diverses publications de l'IWEPS, notamment le rapport semestriel de conjoncture « Tendances économiques » ou font l'objet de contributions dans des publications extérieures telles que l'introduction au budget de la Région wallonne.

3.5.3. Politiques européennes en matière d'emploi

Comme chaque année, l'IWEPS a contribué aux rapports annuels d'activité de l'Agence FSE (programmes Compétitivité régionale et emploi et Convergence), notamment par la production d'indicateurs de contexte économique et de suivi. Ces éléments sont utilisés lors des rencontres annuelles avec la Commission et dans les comités de suivi. Les contributions du FSE à la Stratégie européenne pour l'emploi sont analysées, en termes financiers et de réalisations physiques. L'IWEPS participe également au suivi de l'évaluation de programmes.

En réponse à une demande de l'administration wallonne de disposer d'une actualisation du tableau de bord et d'une proposition d'analyse de contexte pour le rapportage à effectuer par la Région dans le cadre des programmes FEDER « Convergence » et « Compétitivité et emploi », l'IWEPS a rédigé un diagnostic socio-économique.

L'IWEPS a par ailleurs contribué de façon significative aux travaux du comité technique d'évaluation du FSE. Il s'est agi en particulier de s'assurer de la pertinence des méthodes et des instruments utilisés par les consultants externes chargés de l'évaluation des programmes.

Enfin, les travaux théoriques et empiriques sur la stratégie européenne pour l'emploi et ses usages en Wallonie se sont poursuivis et ont abouti à la publication d'un ouvrage au CRISp (voir par ailleurs).

3.5.4. Emploi dans la fonction publique

Par décision du GW du 12 décembre 2008, l'IWEPS s'est vu confié une mission de production d'informations sur l'emploi dans la fonction publique wallonne. En 2012, dans la perspective de disposer d'une vue intégrée de la fonction publique de la Région wallonne et de la Communauté française, le Ministre de la fonction publique a chargé l'IWEPS d'étendre la collecte annuelle de données à la Fédération Wallonie-Bruxelles. Un tableau de bord commun Région wallonne – Fédération Wallonie-Bruxelles présentera les principaux indicateurs de l'emploi public construits à partir de ces données.

3.6. EDUCATION ET FORMATION

Plusieurs des projets qui portent sur l'éducation ou la formation s'intègrent aux travaux menés dans le cadre de l'accord de coopération sur les synergies statistiques (voir 3.12) avec le Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles (MFWB) et l'ETNIC.

L'IWEPS participe activement aux travaux du Comité de pilotage de l'alphabétisation (accord de coopération relatif au développement de politiques concertées en matière d'alphabétisation des adultes du 2 février 2005). L'Institut est intervenu dans la construction d'un cadre de référence

pour l'analyse des politiques d'alphabétisation, accompagne la conception d'une nouvelle collecte de données auprès des opérateurs d'alphabétisation et contribue à la réalisation des éditions successives de l'état des lieux de l'alphabétisation en fournissant, en particulier, des données de cadrage local. Une synthèse des statistiques disponibles sur les personnes infrascolarisées a été réalisée. Le projet d'enquête sur les compétences de base des adultes (Information Vie quotidienne) n'a pas pu être réalisé, faute de moyens financiers. Des négociations ont été entreprises pour exploiter les résultats et la méthodologie

d'enquêtes similaires qui sont menées dans d'autres régions.

L'IWEPS est partie prenante du projet sur les Parcours études, formations, emplois : cadastre des sortants de l'enseignement, piloté par le secrétariat général du MFWB. L'objectif est la mise en place d'une base de données pérenne mettant en relation, sur la base d'un identifiant commun, des données de l'enseignement obligatoire, de l'enseignement supérieur et du datawarehouse de la BCSS. L'enseignement et la formation financés par la Communauté germanophone, l'enseignement de promotion sociale et les dispositifs de formation professionnelle wallons et bruxellois seront progressivement intégrés au dispositif. Des réunions préparatoires à la finalisation d'un accord de coopération ont été organisées en 2012. Dans l'attente de la constitution de la première base de données (sortants à l'issue de l'année scolaire 2004-2005), l'IWEPS a signé en 2012 une convention avec le centre Metices de l'ULB pour compléter l'analyse de données sur les sortants de l'enseignement supérieur en 2002, et la construction, en collaboration avec les services du MFWB et les services publics de l'emploi, notamment, d'indicateurs de référence sur les parcours d'insertion, utilisables par la suite dans le projet Cadastre. L'IWEPS a participé également à l'élaboration des outils de pilotage du dispositif CPU (Certification par unité) dans l'enseignement qualifiant de la FWB et a co-organisé les séminaires statistiques du projet bruxellois Labo-Jeunes.

L'IWEPS participe aux réunions de travail du projet sur le Parcours professionnel des enseignants du secondaire en début de carrière piloté par l'ETNIC.

La collaboration avec l'administration de la Fédération Wallonie-Bruxelles a également permis de poursuivre l'analyse de données territoriales : publication sur les spécificités locales de parcours scolaires en FWB, parue en 2012 dans les collections de l'IWEPS, et contribution à l'analyse des mobilités spatiales et académiques des étudiants entrant dans l'enseignement supérieur, présentée aux Journées du longitudinal. Les travaux menés par ailleurs par l'IWEPS sur les bassins d'emploi et les bassins scolaires, et sur la mobilité, complètent les sets d'indicateurs par zone

d'enseignement réalisés conjointement, à la demande de l'administration de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB). L'IWEPS a collaboré également au projet de cartographie de l'offre de formation et d'insertion du CSEF de Liège.

Par ailleurs, à la demande du Ministère de la FWB, l'IWEPS intervient dans le suivi du processus Education Formation 2020, en particulier pour l'analyse des indicateurs Education basés sur l'Enquête sur les forces de travail. Ce projet s'articule au projet Indicateurs EU2020 de l'IWEPS et aborde spécifiquement la problématique du décrochage scolaire.

L'IWEPS est membre du réseau REFERNET qui réalise, à la demande du CEDEFOP, des rapports sur l'enseignement et la formation professionnelle en Belgique.

Des collaborations se mettent en place avec les administrations qui pilotent les dispositifs Formation en alternance, Chèques formation, Chèques formation à la création d'entreprises et Validation des compétences afin d'utiliser et d'exploiter les bases de données existantes à des fins statistiques. Des réunions de travail se sont poursuivies en vue d'intégrer les informations qui seront produites dans le cadre du pilotage de l'enseignement de promotion sociale dans un projet de tableau de bord de l'enseignement et de la formation des adultes en Wallonie. Plusieurs indicateurs de participation à la formation professionnelle, construits à partir de l'Enquête sur les forces de travail, sont repris dans diverses publications de l'IWEPS ou fournis à nos partenaires (dont le CESW).

Dans le cadre de l'accord de collaboration pour les échanges statistiques signé avec la Communauté germanophone en janvier 2009, les échanges ont plus particulièrement porté en 2012 sur la préparation du cadastre des sortants de l'enseignement.

L'IWEPS participe au groupe de travail du Conseil wallon de la politique scientifique sur l'attractivité des études et des métiers scientifiques et techniques.

L'IWEPS est intervenu en soutien de la réflexion des experts sollicités par le Gouvernement wallon pour élaborer

les parties Enseignement – Formation – Emploi de la dynamique Wallonie Horizon 2022.

Des indicateurs sur l'éducation et la formation ont été mis à disposition sur le site internet de l'IWEPS. La thématique

de la formation professionnelle a également été abordée dans l'évaluation du Plan Marshall 2.vert et dans les travaux menés pour l'Agence FSE.

3.7. SOCIÉTÉ

3.7.1. Santé

En 2012, des indicateurs de la santé en Wallonie ont été collectés auprès de collaborateurs externes ou générés sur la base de différentes sources (notamment les bases de données Mortalité et Naissance (Etat-civil), l'Enquête nationale de santé (1998-2008)) et diffusés via le site internet <http://socialsante.wallonie.be/?q=sante/observatoire-wallon-de-la-sante/> de l'OWS, hébergé par la DGO5.

Des données de santé ont été mises à disposition des autres membres de l'OWS et des observatoires provinciaux de la santé sous forme de bases de données agrégées, de tableaux et de graphiques.

Une application informatique permettant d'interroger des bases de données « santé » et de générer des graphiques standards est en gestation. Ce projet devra s'intégrer dans un cadre plus large de mise à disposition de données statistiques santé en Wallonie. La réflexion sur ce point est encore en cours. En attendant, les éléments permettant de construire l'applicatif se mettent en place au fur et à mesure de l'appropriation par l'IWEPS des bases de données déjà disponibles, notamment le Registre national, Mortalité et Naissance, Enquête nationale de santé.

L'IWEPS assure la gestion informatique du Registre Hainaut-Namur du réseau européen EUROCAT (*European surveillance of congenital anomalies*), dont l'objectif est de réaliser une surveillance épidémiologique sur les anomalies congénitales en Europe. Le rapport annuel, présenté à la DGO5 par l'Institut de Physiologie et de Génétique (IPG)

en avril, est établi au départ de ce répertoire et intègre les tableaux mis au point et produits par l'IWEPS.

Le projet de recherche « Réduction des inégalités sociales de santé au niveau local », initiative soutenue par la Fondation Roi Baudouin, a été mené par l'Observatoire wallon de la santé. Le rapport a été publié et diffusé.

Un premier cahier dans le cadre des synergies santé en FWB et Wallonie sur le thème de l'enfance a été publié et diffusé.

3.7.2. Logement

Le projet d'harmonisation de la collecte des données dans les quatre pôles de travail des Relais sociaux s'est poursuivi, en collaboration avec les Relais sociaux et la DGO5 du SPW. Un séminaire méthodologique visant la mobilisation et le débat sur la pertinence et le meilleur moyen de recourir aux statistiques a eu lieu en novembre avec les travailleurs sociaux des structures partenaires des relais sociaux. L'année 2012 fut une année test. C'est la première année au cours de laquelle nous avons réussi à collecter des données sur les quatre pôles d'activités (hébergement d'urgence, accueil de jour, dispositif d'urgence sociale, travail de rue) et dans six relais sur les sept que compte la Wallonie. Nous pourrions donc présenter les résultats de cette collecte en 2013. Mais une révision des variables reste nécessaire pour des raisons de cohérence et de validité. Une collaboration entre l'Observatoire wallon de la santé et l'Iweeps a également été établie pour que l'harmonisation de la collecte des données des relais sociaux et celle actuellement en cours au sein des relais santé soient les plus cohérentes possibles.

Les thématiques du mal logement et du sans-abrisme sont toujours étudiées à l'Iweeps. Dans ce cadre, des contacts et des échanges ont eu lieu avec l'Observatoire de la Fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans-abri (FEANTSA), la Strada (Centre d'appui « sans abri » Bruxelles) et l'Observatoire du Samu social de Paris.

Le Ministre Nollet a commandité à l'IWEPS une recherche sur les expulsions domiciliaires en Wallonie. Bien que cette recherche ne démarre officiellement qu'en 2013, l'étape exploratoire a été effectuée en 2012 (relevé de la littérature essentiellement étrangère, entretiens avec des acteurs concernés par cette thématique au sein de différentes institutions situées en Wallonie (sociétés de logement public, CPAS, justices de paix...). Rapport de cette étape a été fait devant le Conseil supérieur du logement en Wallonie.

L'IWEPS a apporté des éléments d'ordre méthodologique à la préparation d'une recherche visant la caractérisation des publics (et de leur parcours) du Plan Habitat Permanent (plan HP) géré par la Direction interdépartementale de la Cohésion sociale (DiCS). Cette recherche commanditée par la DiCS devrait démarrer en 2013.

L'IWEPS assure le suivi de différents projets relatifs au logement *via* sa participation au sein de comités d'accompagnement (Enquête qualité de l'Habitat en Wallonie (DGO4 et Centre d'étude de l'Habitat durable), la diversité dans le logement (Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme)).

Des demandes fréquentes sont adressées à l'IWEPS dans le domaine du logement au niveau local, provincial ou régional.

3.7.3. Cohésion sociale

L'IWEPS entretient un partenariat privilégié avec la Direction interdépartementale de la Cohésion sociale (DiCS) du Service public de Wallonie dans le cadre de sa mission de soutien méthodologique à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques, en particulier le Plan de cohésion sociale des villes et communes de Wallonie (PCS). Ce dis-

positif, adopté fin 2008 par le Gouvernement wallon, vise à encourager les communes wallonnes à élaborer et mettre en œuvre un plan d'actions orienté vers la promotion de l'accès de tous aux droits fondamentaux et au bien-être économique, social et culturel afin de permettre à chacun de participer activement à la société et d'y être reconnu.

Durant l'année 2012, l'IWEPS a collaboré activement au processus d'évaluation du dispositif, portant sur la période 2009-2013, organisé en différents volets structurés selon un cadre méthodologique qui combine différentes approches (quantitatives, semi-qualitatives et qualitatives) modulées en fonction des objectifs poursuivis et des niveaux d'évaluation :

- 1/** une évaluation locale visant à apprécier l'impact des actions du PCS et du Plan sur les dimensions de bien-être collectif (30 dimensions retenues) à partir de grilles individuelles et collectives élaborées sur la base d'une priorisation des sous-thèmes de bien/mal-être construits à partir de l'expression des citoyens dans le cadre du projet-pilote mené par l'IWEPS en partenariat avec le Conseil de l'Europe (CoE) et en collaboration avec la DiCS et 15 communes. Cette priorisation a été effectuée en étroite concertation entre l'IWEPS, la DiCS, les communes partenaires du projet pilote sur les indicateurs de bien-être et un panel d'experts sélectionnés pour leurs connaissances et leurs pratiques dans les différents champs couverts par le PCS.
- 2/** une évaluation des procédures de mise en œuvre du PCS au niveau local et régional ;
- 3/** une évaluation supra-communale dont l'objectif était de susciter une réflexion collective entre chefs de projet PCS sur les procédures de mise en œuvre du PCS dans la foulée de l'évaluation locale et de l'évaluation des procédures ;
- 4/** une évaluation régionale consistant en une synthèse de toutes les informations récoltées dans les différentes étapes de l'évaluation et de recommandations communes issues de ces différentes évaluations.

Le volet portant sur l'évaluation des procédures de mise en œuvre du Plan de cohésion sociale au niveau local et régional a été pris en charge par l'IWEPS. Cette étude a été confiée à l'Université de Liège (marché public IWEPS-2012/002)

Durant cette même année, l'IWEPS a également démarré son projet d'actualisation de l'indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux (ISADF). Une première réunion plénière a été organisée dans le courant du mois de mai avec les différents collègues internes et externes impliqués dans le calcul de l'ISADF pour initier le travail et lancer les pistes de réflexion qui se sont poursuivies en groupes de travail thématiques structurés par droits fondamentaux. Une difficulté particulière inhérente à cet exercice d'actualisation tient à l'indisponibilité de plusieurs variables prises en compte dans l'élaboration de l'ISADF due à l'abandon de l'enquête socio-économique générale en Belgique, qui nécessite le recours à de nouvelles variables, à construire ou à estimer à partir notamment de travaux de recherche en cours.

3.7.4. Bien-être collectif et progrès au niveau local et régional

Depuis 2009, l'IWEPS s'est engagé dans un projet pilote d'élaboration concertée d'indicateurs de bien-être au niveau local et régional, mené en partenariat avec le Conseil de l'Europe et en collaboration avec la Direction interdépartementale de la Cohésion Sociale (DiCS) du Service public de Wallonie et une quinzaine de villes et communes qui y participent sur base volontaire.

Le projet tente de développer un outil de connaissance et d'aide à la gouvernance. Comme outil de connaissance, il vise, en premier lieu, à définir et mesurer le bien-être de tous (collectif) et le progrès vers le bien-être durable en Wallonie, de façon concertée avec les citoyens et les acteurs au niveau local et régional, en tenant compte de la diversité des territoires et de la représentation des différents groupes sociaux au sein de chaque territoire. Dans un second temps, il permet d'analyser les facteurs et leurs interrelations qui concourent au bien-être en Wallonie, et

de comprendre les disparités territoriales et entre groupes sociaux de la perception du bien-être collectif. Comme outil d'aide à la gouvernance, il vise à soutenir et renforcer la mise en œuvre des plans locaux et régionaux de développement, en particulier le Plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie. A cette fin, il éprouve une méthodologie et des outils qui permettent d'établir un diagnostic local et régional concerté sur la situation en termes de cohésion sociale, de bien-être collectif et de progrès sociétal, de cerner les besoins satisfaits et non satisfaits en termes de bien-être collectif durable, de les prioriser et d'établir, sur cette base, une stratégie politique déclinée dans un plan d'actions, d'évaluer ensuite l'impact des actions / plans d'actions sur le niveau de cohésion sociale et de bien-être de la population au regard des objectifs fixés.

La méthodologie s'appuie sur un travail expérimental mené par le Conseil de l'Europe au niveau de plusieurs territoires européens (villes, quartiers, villages) et au sein d'acteurs collectifs (entreprises, écoles, services publics). Elle propose un cadre, des procédures et des outils facilement applicables et transférables qui permettent de restituer aux citoyens et aux acteurs d'un territoire le pouvoir de qualifier le bien-être dans leur espace de vie, d'en mesurer les contours, de définir sur cette base les stratégies d'actions et de soutenir la mise en œuvre de plans d'actions locaux. Ce faisant, elle suscite une dynamique de construction collective fondée sur le dialogue, le débat public et l'apprentissage collectif, qui contribue au bien-être de chacun et génère elle-même de la cohésion sociale.

Au cours de l'année 2012, le projet s'est développé autour de deux axes : d'une part, l'exploitation des résultats obtenus lors de la première phase consacrée à la définition du bien-être, notamment dans le cadre de l'évaluation de l'impact du PCS sur les dimensions du bien-être des citoyens et des acteurs au niveau local ; d'autre part, la préparation de la mesure du bien-être au niveau local et régional à partir de l'identification des besoins de mesure au sein des communes pilotes, en concertation avec les acteurs locaux et les citoyens, pour chaque sous-thème du bien-être identifié lors de la première phase du projet.

3.7.5. Le Baromètre social de la Wallonie (enquête récurrente)

L'IWEPS a conduit la collecte de données de l'enquête Baromètre social de la Wallonie de septembre 2012 jusqu'à la fin de l'année, en partenariat avec l'Institut de sondage TNS-Dimarsco qui s'est occupé du travail de terrain. Cette enquête réalisée auprès d'un échantillon de plus de 1 200 personnes, représentatif de la population en Wallonie, permet d'apporter des informations substantielles sur la société wallonne à travers l'analyse des relations sociales des citoyens, leur engagement politique, leur confiance en l'avenir ou leur confiance dans les institutions, leurs priorités politiques, et encore bien d'autres thématiques sociales.

Ce baromètre a été réalisé à la demande du Gouvernement wallon qui a réitéré le souhait d'être informé du sentiment d'appartenance des citoyens à leur région, mais aussi de connaître leurs préoccupations en matière de politique pour la région. L'enquête a été réalisée en garantissant une comparaison possible avec les enquêtes précédentes (2003 et 2007) alors appelées « Identité et Capital social ».

Cette enquête a été renommée Baromètre social de la Wallonie en raison des nouvelles thématiques qui y sont abordées en plus de celles présentes dans les enquêtes précédentes et parmi lesquelles notamment : les priorités politiques, les préoccupations environnementales, la mobilité quotidienne et la perception à l'égard de l'immigration.

Lors de la collecte de données par entretiens en face à face, l'IWEPS a porté une attention particulière au suivi des enquêteurs afin que la collecte se fasse de manière très rigoureuse, selon les consignes de l'IWEPS, en vue d'assurer la qualité des données récoltées pour les exploitations ultérieures.

Les informations collectées dans cette enquête seront exploitées au courant de l'année 2013 et seront présentées lors de la prochaine conférence de l'IWEPS, qui se tiendra en décembre 2013, mais aussi dans un ouvrage scientifique collectif qui reprendra certaines de ces contributions et, enfin, dans le cadre du programme d'évaluation du Plan Marshall2.Vert.

3.8. TRANSPORT ET MOBILITÉ

En 2012, les bases de données relatives à la mobilité ont été enrichies en vue de la mise à jour du diagnostic et valorisées à travers des réseaux d'échanges, des groupes de travail et des comités d'accompagnement. Des indicateurs ont été repris dans les publications, sur le portail internet de l'IWEPS ; ils ont également nourri les réflexions menées dans le cadre du projet « Horizon 2022 ».

L'Observatoire wallon de la mobilité (OWM) a collaboré avec les différents services de l'administration régionale qui réalisent des études traitant de la mobilité ou du transport ; citons à titre d'exemple quelques collaborations :

- la collaboration à la confection du tableau de bord de l'état de l'environnement réalisé par la DGO3 (SPW- Direction générale opérationnelle agriculture, ressources naturelles et environnement) ;
- la collaboration avec l'AWAC au niveau des statistiques utiles aux « inventaires transports », des divers polluants émis par le secteur transport ;
- l'appui dans le cadre des études menées par la DGO2 (SPW- Direction générale opérationnelle mobilité et voies navigables) intitulées « Evaluation des plans de mobilité » (PCM, PUM, etc.), « Etude portant sur l'accompagnement des communes cyclables » ;

- la participation à l'accompagnement des « Bilans énergétiques de Wallonie » commandités par la DGO4 (SPW-Direction générale opérationnelle aménagement du territoire, logement et du patrimoine) ;
- la participation aux travaux menés dans le cadre de la CPDT.

Afin d'enrichir les informations relatives aux déplacements des personnes, l'IWEPS a participé en tant que partenaire financier et scientifique à l'enquête sur la mobilité des ménages belges BELDAM menée par le Service public de programmation de la Politique scientifique fédérale, en collaboration avec le SPF Mobilité et Transports, la Région de Bruxelles-capitale et la STIB, la SNCB-Mobility, la Province de Luxembourg et les TEC Namur Luxembourg, ainsi que le consortium universitaire désigné. La participation financière de l'IWEPS, complémentaire à celle des autres partenaires, vise à assurer une meilleure représentativité régionale des résultats obtenus, via l'accroissement de l'échantillon des personnes à interroger (par la méthode du face à face) en Wallonie, exclusivement dans les régions urbaines de Charleroi et de Liège et dans la partie wallonne de la région urbaine de Bruxelles. Les résultats définitifs de l'enquête ont été produits en septembre 2012. L'IWEPS dispose de l'intégralité de la base de données. Une première exploitation de ceux-ci a été réalisée dans le cadre du « Plan Wallonie Cyclable ». Les prochains travaux porteront sur l'appropriation de la base de données et la production de résultats, complémentairement à la « Brève de l'IWEPS » déjà rédigée sur ce sujet.

Toujours concernant les déplacements de personnes, des informations ont été recueillies dans le cadre du « Diagnostic fédéral de la mobilité des travailleurs » (septembre 2012) ; l'OWM veillera à traiter ces informations dans le cadre de ses missions et notamment durant l'accompagnement de l'enquête (menée par l'IWEPS) auprès des administrations publiques wallonnes, l'OWM ayant en charge l'actualisation du volet « analyse spatiale » dans la publication du « Tableau de bord statistique de l'emploi public » de l'IWEPS.

Les travaux de l'OWM se réalisent en étroite relation avec les projets menés au sein de l'IWEPS en matière de développement territorial (ODT) et de démographie ; citons à titre d'exemple les études concernant les perspectives démographiques, l'enquête BELDAM, les bassins de vie construits sur les flux de personnes... Une analyse de l'impact (en termes de mobilité) de l'évolution démographique vécue dans les différentes communes à l'horizon 2026 est prévue à l'instar de qui a été réalisé par l'IWEPS pour le logement. Enfin, les ressources de l'OWM ont également été utilisées dans le cadre de l'évaluation du Plan Marshall, au niveau des investissements réalisés dans les zones portuaires, ou encore pour la mise à jour de certaines dimensions (impacts du transport bruit et pollution, accessibilité...) de l'indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux (ISADF)...

Au niveau des plans de mobilité (PCM, PUM...), l'OWM a poursuivi en 2012 sa collaboration avec les autres services de l'administration régionale en vue de l'amélioration desdits outils et a participé, à la demande du Ministre en charge de la mobilité, à l'accompagnement de l'étude « Evaluation des plans de mobilité » (finalisée en juin 2012).

Dans le cadre du suivi des indicateurs de mobilité et en lien avec la déclaration de politique régionale, une attention particulière sur l'étude des déplacements quotidiens à vélo s'est poursuivie en 2012, dans le prolongement de la collaboration passée avec les services régionaux compétents chargé des projets « Wallonie cyclable », « Communes cyclables » ainsi que dans le cadre des réflexions de la « Commission régionale vélo ». La participation de l'IWEPS a pour rôle de fournir un appui méthodologique, un soutien en matière de suivi et d'évaluation des actions menées dans les différents projets cyclables communaux et dans le Plan Wallonie Cyclable, en accord avec les acteurs concernés.

3.9. EVALUATION

Au cours de l'année 2012, les activités en matière d'évaluation ont porté sur les domaines d'expertise suivants : évaluation de la politique régionale, en particulier le Plan Marshall 2.Vert, le développement du soutien méthodologique à l'évaluation de dispositifs publics et l'élaboration d'un outil d'évaluation ex ante des politiques wallonnes (voir 3.3.2.2.)

3.9.1. Evaluation du Plan Marshall 2.Vert

Dès la mise en place du Plan Marshall 2.Vert, le Gouvernement wallon a attribué à l'IWEPS la mission d'évaluation de ce Plan. Prenant appui sur l'analyse fine de son contenu et sur l'établissement de sa logique d'intervention, l'IWEPS a élaboré un programme d'évaluation du Plan. Avalisé par le Gouvernement wallon mi-2011, ce programme, conçu de manière à couvrir l'ensemble du périmètre du Plan, prévoit, avant la fin de la législature, la réalisation de treize évaluations thématiques et d'une évaluation globale. Les évaluations thématiques portent sur les dispositifs suivants : les pôles de compétitivité, les programmes de recherche mobilisateurs, la première Alliance emploi-environnement, le soutien financier aux spin-off et autres entreprises innovantes, les terrains mis à la disposition du développement économique, le soutien à l'investissement dans les zones franches urbaines et rurales, les APE (aides à la promotion de l'emploi) marchands et non marchands, le Plan langues, la formation qualifiante dans les métiers en demande, l'identité wallonne, la simplification administrative, le label éco-systémique. Les résultats de ces évaluations thématiques alimenteront l'évaluation globale du Plan.

Entamés dès 2011, les travaux d'évaluation se sont poursuivis au cours de l'année 2012 selon le schéma suivant : chaque évaluation thématique fait l'objet de deux rapports présentés au Comité transversal d'encadrement de l'évaluation (instance d'accompagnement des travaux, composée des représentants des partenaires sociaux, d'experts scientifiques, du Délégué spécial du Gouvernement et de membres de l'IWEPS). En début d'étude, le premier document fournit une description de l'évaluation prévue (le projet d'évaluation) sur la base d'une recherche documentaire et d'entretiens avec les gestionnaires des mesures évaluées ainsi qu'avec des scientifiques ayant une expertise méthodologique ou disciplinaire du thème visé. En fin de travaux,

le second rapport, qui reprend les résultats de l'évaluation, est présenté au Comité transversal, avant sa remise au Gouvernement wallon, commanditaire de l'évaluation.

En avril 2012, six nouveaux projets d'évaluations thématiques ont été présentés au Comité transversal d'encadrement. Ils portaient sur les pôles de compétitivité, le soutien financier aux spin off et autres entreprises innovantes, les terrains mis à la disposition du développement économique, le soutien à l'investissement dans les zones franches urbaines et rurales, la formation qualifiante dans les métiers en demande et l'identité wallonne.

Au cours de l'année 2012, les travaux d'évaluation proprement dits ont été lancés ; d'abord sur les projets présentés fin décembre 2011 au Comité transversal d'encadrement (à savoir : les programmes mobilisateurs, le Plan langues, les APE non marchands et les APE marchands, la simplification administrative), ensuite sur plusieurs des projets soumis en avril au Comité.

En fin d'année 2012, les rapports d'évaluation relatifs aux dispositifs « Plan langues » et « Programmes de recherche mobilisateurs » étaient en voie de finalisation en vue de leur transmission au Gouvernement wallon au printemps 2013.

3.9.2. Développement du soutien méthodologique à l'évaluation

L'évaluation des politiques publiques se généralise en Wallonie, mais les pratiques sont encore peu standardisées et il apparaît difficile, à ce stade, de capitaliser les résultats d'évaluations portant sur des champs similaires. En tant qu'institut scientifique, l'IWEPS s'est donné pour mission d'éditer un ouvrage méthodologique à destination des publics intéressés de manière directe ou indirecte par la démarche évaluative : commanditaires d'évaluations, gestionnaires des politiques publiques, responsables d'associations, étudiants, etc. L'ouvrage sera réalisé en collaboration avec des spécialistes de l'évaluation des politiques publiques issus des universités francophones de Belgique, et plus particulièrement des académiques mobilisés dans le certificat interuniversitaire en évaluation des politiques publiques. Une première version de l'ancrage est prévue fin 2013-début 2014.

3.10. STATISTIQUES, DONNÉES ET ENQUÊTES

3.10.1. Identification des données : les inventaires

L'IWEPS participe à la production de données dans le cadre d'enquêtes que l'Institut mène seul ou en collaboration avec d'autres partenaires. Dans le courant 2012, l'IWEPS a également produit des statistiques originales. Les comptes de l'emploi ont ainsi été établis, au départ d'un traitement scientifique de bases de données administratives, et les perspectives de la population et des ménages des communes sont le résultat d'une application de méthodes de prévisions scientifiques sur les données individuelles issues du Registre national.

Pour répondre à sa mission de collecte et de stockage de données utiles à la politique régionale wallonne, l'IWEPS centralise un certain nombre de bases de données en provenance d'instances fédérales et régionales.

En 2011, un inventaire des statistiques brutes entrantes à l'IWEPS a été mis en œuvre et soumis aux différents partenaires, amendé et corrigé. Cet inventaire, disponible uniquement en interne pour l'instant, suit son cours et est actualisé tous les deux mois selon les nouvelles commandes et l'avancement des anciennes. Il a par ailleurs fait l'objet d'une évaluation interne au cours de l'été 2012.

Les objectifs de cet inventaire de données IWEPS sont :

- visibiliser les ressources statistiques que se procure l'IWEPS (et en particulier les bases de données locales et éventuellement même au sein des administrations et OIP wallons – projet centralisation en cours détaillé précédemment au point 2.3) ;
- servir de liste de bases de données à documenter, c'est-à-dire dont les fiches de méta-informations doivent être complétées ;
- préciser les demandes relatives aux besoins des partenaires en vue d'un échange de données et de méta-informations.

La plupart des données utilisées à l'IWEPS proviennent de sources extérieures qui sont soit facilement accessibles via le web, soit qui nécessitent de conclure des accords particuliers avec les fournisseurs (les données ne peuvent

généralement pas être cédées à des tiers – contrat de confidentialité).

3.10.2. Rigueur de l'information : métadonnées

Le projet « métadonnées » constitue un point central du dispositif statistique. De manière synthétique, ce projet vise à disposer d'informations précises et univoques sur les données à caractère statistique et, en particulier, sur leurs définitions et sur un certain nombre d'attributs.

D'une part, l'objectif de ce projet est de définir les critères à utiliser dans la documentation (méta-information) des bases de données et des publications de données afin de les utiliser adéquatement, tout en s'assurant que ces critères soient compatibles avec les standards utilisés au niveau fédéral et européen. D'autre part, l'objectif est la mise en place d'un outil informatique permettant l'utilisation, l'échange et la publication des données et de leur méta-information et de favoriser ainsi une meilleure connaissance des sources et de leurs caractéristiques.

Dans un premier temps, l'IWEPS a produit un relevé des différents standards de métadonnées existants en comparant leurs avantages respectifs. Le choix s'est porté en 2010 sur le standard européen ESMS qui a ainsi été testé en 2010 sur plusieurs bases de données.

Dans un second temps, suite aux échanges entre la DGSIE et l'IWEPS, et suite aux propositions faites par la DGSIE lors d'un bureau du Conseil supérieur de la statistique de mettre à disposition des organismes statistiques régionaux et communautaires leur outil de gestion et publication de métadonnées, il a été décidé d'explorer plus avant l'outil de la DGSIE (« portail des métadonnées »).

Un groupe de travail conjoint DGSIE – IWEPS sur les métadonnées statistiques a de ce fait été mis en place en juin 2011, et élargi à la FWB en septembre 2011. Il s'est réuni cinq fois en 2012 dans le cadre de tests pour le processus complet : de la collecte des métadonnées à leur publication sur le portail Metadata de la DGSIE. Celui-ci est accessible à tous les partenaires institutionnels de la DGSIE.

3.10.3. Développement d'un datamart pour les données individuelles

Le développement consiste, d'une part, dans le stockage des données individuelles acquises par l'IWEPS dans une base de données sécurisée (soumise à un contrôle strict d'accès) en vue de leur exploitation par différents types d'utilisateurs allant de l'utilisateur d'outils bureautiques classiques aux utilisateurs expérimentés de logiciels statistiques. Le projet consiste, d'autre part, en la mise à disposition du tout public d'une base de données de statistiques agrégées issues de ces bases de données individuelles. Ceci se fera à travers le projet « Centralisation statistique » détaillé précédemment au point 2.3.

Les bases de données structurées de la sorte sont actuellement :

- Statistiques sur les naissances et décès
- Enquêtes sur les forces de travail (EFT)
- Enquête SILC
- Enquêtes fonction publique wallonne
- Enquêtes Santé
- Enquête Capital social
- Données du Registre national (RN) : population, état civil, mouvements.
- Données d'enquête pour le Plan Langue
- Données de la BCSS pour la formation qualifiante

L'acquisition des bases de données historiques du RN fait l'objet d'un projet de « datamart démographie » qui consiste également dans l'intégration des données issues du RN dans un datamart Oracle afin d'en faciliter l'accès et l'exploitation.

3.10.4. Collaboration avec les partenaires statistiques

Dans le cadre de l'élaboration du programme annuel de travail statistique au niveau national, l'IWEPS a collaboré avec le Comité de coordination statistique dès le début de la préparation de l'exercice pour 2013.

3.10.5. Enquêtes en cours et acquisition de données propres à l'IWEPS

Dans le cadre de l'accord de coopération avec la Communauté française, une convention a été signée avec l'IWEPS afin que celui-ci prenne en charge le traitement et l'analyse de l'enquête SAMBA menée auprès des agents du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles au premier trimestre 2011. Les données de l'enquête ont été analysées et ont fait l'objet de trois présentations auprès des différents comités directeurs de la Fédération.

Le rapport final de l'étude paraîtra en 2013 et la prochaine enquête se déroulera en 2014. Une analyse de l'évolution du sentiment de bien-être et de la motivation au travail et des facteurs contributifs à ceux-ci pourra alors être menée.

L'exercice annuel de récolte et de vérification des données de la fonction publique wallonne a eu lieu dans le courant du mois d'octobre auprès du SPW et des OIP wallons et de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Cette année, l'exercice a porté sur les données des années 2011 à 2012 et s'est étendu aux données des organismes de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Dans le cadre de l'International Social Survey Programme, un même module de questions est depuis 1984 soumis aux populations de plus de 40 pays. Ces modules se concentrent sur un large éventail de sujets socio-scientifiques mais également pertinents pour la prise de décision (rôle des autorités, réseaux sociaux, famille, travail, environnement, identité nationale, citoyenneté, loisirs et sports, religion, inégalité sociale et depuis 2011 la santé). Un accord de coopération entre le Studiedienst van de Vlaamse Regering (SVR) et l'IWEPS a été signé fin 2010. L'objectif de l'accord est la fourniture sur une base continue de fichiers ISSP belges offrant assez de garanties en ce qui concerne les possibilités d'analyse aux niveaux national et régional.

Le module « santé » a été réalisé en 2011 par le SVR pour la partie flamande. L'enquête wallonne et bruxelloise a été

réalisée par l'IWEPS en 2012 sur la base d'un échantillon aléatoire de 6 300 personnes. L'enquête postale, dont le tirage de l'échantillon et la manutention des envois ont été confiés aux soins du Registre national, en conformité avec les prescrits de la Commission de protection de la vie privée, s'est déroulée du 24 septembre au 24 décembre. Les données ont été encodées à l'IWEPS, les résultats seront envoyés au GESIS pour mise à disposition de la communauté des chercheurs en avril 2013.

La Belgique (IWEPS, SVR), le Chili, Taïwan et le Canada ont en charge l'élaboration de la version internationale du module « Citizenship » pour l'enquête 2014. Le questionnaire a été élaboré, un pré-test a été réalisé par une enquête web auprès de 400 individus (200 en Flandre et 200 en Wallonie) en décembre 2012. Le questionnaire adapté suite à l'analyse des données du pré-test sera présenté et soumis au vote lors de la réunion annuelle du réseau ISSP en mai 2013.

L'IWEPS a pris une part active dans l'évaluation du Plan « Ensemble simplifions » réalisée sous la direction d'Easi Wal, en prenant en charge une évaluation exploratoire auprès des usagers des services publics de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

L'objectif de cette enquête exploratoire est de déterminer l'importance que peut avoir sur la satisfaction ou le mécontentement d'un usager (citoyen, entreprise, secteur non-marchand, pouvoirs locaux...) le fait qu'un facteur soit présent ou non au sein d'une démarche administrative ; ceci dans une optique de pouvoir mieux identifier ces facteurs de mécontentement ou de satisfaction et d'agir sur ceux-ci.

Le questionnaire de cette enquête a été élaboré et un pré-test de celui-ci a été réalisé. L'enquête exploratoire aura lieu dans le courant du premier semestre 2013.

Dans le cadre de l'évaluation thématique n°8 du Plan Marshall 2.Vert : Plan langues, des données ont été récoltées par enquête téléphonique (CATI) entre le 20 août et le 10 septembre 2012. 1 300 demandeurs d'emploi bénéficiaires d'une action du Plan langues ont été contactés, donnant lieu à un total de 965 interviews valides. Ces données ont fait l'objet d'une validation (tests de cohérence, erreur d'encodage, etc.).

Le questionnaire de l'enquête a été construit dans l'objectif de fournir des informations permettant d'apporter des éléments de réponse à la question évaluative suivante : « Quels sont les effets des actions du Plan langues sur le parcours vers l'emploi des demandeurs d'emploi ? ». La théorie à la base de la structuration du questionnaire est celle de Kirkpatrick. Cette théorie définit le parcours vers l'emploi au terme d'une formation en quatre niveaux: réaction, apprentissage, comportement et résultat.

La démarche évaluative suivie pour les programmes mobilisateurs a conduit l'IWEPS à réaliser une enquête électronique entre la mi-septembre et la mi-décembre 2012 auprès de 1 130 destinataires de cette aide à la recherche. Le questionnaire portait sur les caractéristiques des projets de recherches subsidiés, l'additionalité du financement public, les résultats atteints et attendus de ces projets et sur leur valorisation, ainsi que sur les facteurs critiques de succès pour ces projets

En 2012, l'enquête « Baromètre social de la Wallonie » a été réalisée (voir 3.7.5). Il s'agit d'une enquête qui reprend des modules de l'enquête « capital social » qui a été réalisée en 2003 et 2007 dont notamment le module sur le sentiment d'appartenance et le module sur les relations sociales en Wallonie. De nouveaux modules ont été ajoutés en lien avec les préoccupations du Gouvernement wallon et notamment concernant le Plan Marshall2.Vert.

3.11. COLLABORATIONS TRANSFRONTALIÈRES

Les collaborations transfrontalières, développées depuis de nombreuses années, se sont poursuivies en 2012.

3.11.1. Collaborations dans le cadre de la « Grande Région »

La Grande Région est une entité dotée d'un niveau de pouvoir de décision interrégional (le Sommet) qui regroupe cinq Régions voisines de la Wallonie : La Lorraine, les deux Länder allemands de la Sarre et de la Rhénanie-Palatinat, le Grand-Duché du Luxembourg et la Wallonie. L'IWEPS est actif dans trois groupes de travail de la Grande Région :

- **Collaboration statistique :**

En 2012, le Groupe de travail des statisticiens a poursuivi son travail de mise à jour des données et des métadonnées du portail statistique de la Grande Région (www.grande-region.lu). Une brochure statistique d'une quarantaine de pages a été publiée en décembre, en préparation du Sommet de janvier 2013.

- **Groupe de travail de conjoncturistes de la Grande Région :**

L'IWEPS a fourni des données conjoncturelles wallonnes pour la publication « Konjonktur Aktuell », coordonnée par l'Office statistique de Rhénanie-Palatinat et disponible sur le portail statistique de la Grande Région.

- **Observatoire international du Marché de l'emploi de la Grande Région (OIE) :**

L'IWEPS est le membre wallon du Comité de Pilotage de l'OIE, dont le rôle est d'évaluer les travaux des « ins-

tituts spécialisés dans le domaine de l'emploi ». Comme chaque année, ces travaux, coordonnés par l'Info-Institut de Sarrebruck, consistent en l'établissement d'un rapport sur l'état du marché de l'emploi dans la Grande Région, à destination du « Sommet », qui se déroulera en janvier 2013.

3.11.2. Collaboration avec la Direction régionale de l'INSEE Nord Pas-de-Calais

Cette collaboration porte sur une actualisation des « Atlas transfrontaliers » qui avaient été réalisés de 2005 à 2008. L'espace envisagé pour cet atlas est celui de l'ensemble de la Belgique par arrondissement administratif, ainsi que les zones françaises et luxembourgeoises contigües à la Belgique. Il a également été décidé de réaliser certains focus par commune sur trois « Groupements économiques de coopération transfrontalière » (GECT) actifs dans cet espace : l'Eurométropole lilloise, la zone côtière et le PED. Le programme s'étale sur trois ans, avec publication de trois atlas. Le premier tome, portant sur les thématiques de la population et de l'habitat, a été publié en novembre 2012. Pour ce qui est du deuxième tome, portant sur l'activité économique et l'emploi, l'année 2012 a été consacrée au choix et à la collecte d'indicateurs harmonisés, ainsi qu'au commentaire de ces indicateurs. Il faut signaler que, contrairement au premier tome de l'atlas, où l'IWEPS n'était intervenu que dans la phase de définition et de collecte d'indicateurs, l'Institut a pris en charge le traitement intégral de 10 des 20 indicateurs proposés.

3.12. SYNERGIES STATISTIQUES FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Suite au décret du 26 novembre 2009, portant assentiment de l'accord de coopération conclu le 8 octobre 2009 entre la Région wallonne (devenue Wallonie) et la Communauté française (devenue Fédération Wallonie-Bruxelles) dans le cadre du renforcement des synergies dans les matières statistiques, l'IWEPS est chargé, en collaboration étroite avec les services du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles (MFWB) et l'ETNIC, de produire des analyses, des études et des collectes de données dans les domaines relevant des compétences de la Fédération.

L'objectif est de contribuer au pilotage des politiques en articulant les systèmes d'information, en harmonisant les concepts, les indicateurs et en organisant des récoltes de données de manière transversale aux découpages des compétences et des territoires. La coopération vise ainsi à réaliser des économies d'échelle et à ouvrir des nouveaux chantiers.

Dans le cadre de ce décret, l'IWEPS mobilise deux équivalents temps plein pour travailler dans les domaines relevant de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Une deuxième personne a été engagée en mars 2012 pour travailler en collaboration avec la première personne en poste depuis juillet 2010. D'autres chercheurs de l'IWEPS contribuent aussi à ce dispositif, soit de manière épisodique soit de manière récurrente. Au MFWB, deux personnes sont prévues au cadre de la Direction de la Recherche.

Pour rappel, le programme de travail associé à ce décret comprend dix fiches projets qui ont été validées par le Comité de coordination des synergies (ETNIC, MFWB, IWEPS) du 28 octobre 2010. Ce comité de coordination précise annuellement le programme de travail. De plus, un groupe de travail Synergies Statistiques (GTSS), auquel l'IWEPS participe activement, se réunit régulièrement pour piloter les différents projets. L'IWEPS participe également aux réunions du Comité statistique, du Comité de la Recherche et de la task Force statistique du MFWB. Un certain nombre de travaux ont déjà été réalisés et répertoriés dans le précédent Rapport d'activité de l'IWEPS. Le

présent rapport ne concerne que les réalisations de 2012 qui se rapportent à l'une des dix fiches projets dont la liste complète est reprise ci-dessous :

- données infrarégionales : disponibilités, besoins et réflexion méthodologique ;
- statistiques naissances-décès ;
- cadastre de l'emploi non-marchand ;
- tableaux de bord de la santé ;
- statistiques sur l'éducation et la formation des adultes (voir 3.7) ;
- parcours études, formations, emplois : cadastre des sortants de l'enseignement (voir 3.7) ;
- enquête « Information Vie quotidienne » (IVQ) (voir 3.7) ;
- parcours professionnels des enseignants du secondaire en début de carrière (voir 3.7) ;
- comptabilité régionale : impact socio-économique du secteur culturel en Fédération Wallonie-Bruxelles ;
- les chiffres-clés de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Dans le cadre de la fiche projet sur les « données infrarégionales », des échanges de données infrarégionales avec les observatoires et services statistiques de l'enseignement du MFWB ont permis de produire des analyses cartographiques de parcours scolaires qui ont donné lieu à une publication disponible sur le site de l'IWEPS (Working paper n°8). Les travaux menés par ailleurs par l'IWEPS sur les bassins d'emploi et les bassins scolaires, et sur la mobilité, complètent les sets d'indicateurs par zone d'enseignement réalisés conjointement, à la demande de l'administration de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB).

Dans le cadre de la fiche projet « tableau de bord de la santé », une publication a été réalisée sur le thème de l'enfance. Cette publication est une initiative conjointe de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles dont la réalisation a été confiée à l'Ecole de Santé Publique de l'Université Libre de Bruxelles. Cette publication met en évidence ce que chacune des entités apporte en matière de politique auprès de l'enfance. Par ailleurs, l'IWEPS, et de manière

générale l'OVS (IWEPS / Direction Santé du SPW DGO5) ont continué à se rencontrer avec la Direction Santé du MFVB et la Direction de la recherche du MFVB en vue notamment de préparer la prochaine publication des Tableaux de bord annuels de la Santé communs FWB Wallonie dont la thématique sera le vieillissement. Enfin, la DG Santé est représentée au sein du Conseil scientifique de l'OVS.

L'IWEPS participe aux réunions de travail de la fiche projet « Comptabilité régionale : impact socio-économique du secteur culturel en FWB », proposé par le service de l'administrateur général de la Culture et piloté par la Direction de la Recherche. Le travail de l'IWEPS dans le cadre de ce projet a consisté à réaliser un certain nombre d'extractions à partir de la base de données qu'elle gère sur les bilans des entreprises communiqués par la Banque nationale de Belgique. Des extractions « test » ont été réalisées dans un premier temps sur la base de la liste des opérateurs subventionnés par la Fédération dits « majeurs ». L'IWEPS a aussi travaillé à l'élaboration de la définition du périmètre NACE de référence pour le secteur culturel de la Fédération Wallonie-Bruxelles grâce à des extractions réalisées à partir de son répertoire d'entreprises (COFACE). Ces extractions ont donné lieu à un premier bilan méthodologique réalisé par la Direction de la recherche du MFVB en vue de définir et planifier la suite des analyses pour l'ensemble des opérateurs subventionnés par la Fédération.

L'IWEPS a participé à la seconde édition de « La Fédération Wallonie-Bruxelles en chiffres » qui couvre tous les domaines d'activité du Ministère : réalisation de nombreux indicateurs dans la partie 1 relative aux indicateurs généraux de cadrage, réalisation de mises en perspectives de ces indicateurs généraux (sous forme d'encadrés) et relecture méthodologique de l'ensemble de la publication.

Dans le cadre des Synergies, l'IWEPS et l'ETNIC participent à un projet de collaboration avec la DGSIE sur les métadonnées. Ce projet reprenait, par ailleurs, le modèle de métadonnées ESMS (utilisé notamment par la DGSIE et Eurostat) que l'IWEPS et le MFVB avaient testé en 2010 sur des bases de données de part et d'autre. En 2012, différents tests ont été réalisés afin d'évaluer dans quelle mesure l'outil développé par la DGSIE pouvait répondre aux besoins de l'IWEPS et du MFVB en matière de métadonnées (voir 3.10.2 pour plus d'informations). L'IWEPS est aussi intervenu lors de différents Comités et Groupe de travail au sein du MFVB pour apporter des éléments complémentaires à la bonne compréhension du projet métadonnées avec la DGSIE de manière à ce que le MFVB puisse se prononcer en connaissance de cause pour s'associer ou non à ce projet.

3.13. PROSPECTIVE

L'année 2012 a été mise à profit pour poursuivre le processus de développement de la mission prospective de l'IWEPS. Ce processus s'est déployé sur trois axes.

3.13.1. Consolidation du Système régional de prospective wallon (SRPW)

La dynamique initiée en 2011 par le Système régional de prospective s'est consolidée en 2012. Ce dernier a donc

poursuivi son objectif de fédérer les ressources existantes dans le champ de la prospective en Wallonie pour faciliter leur mobilisation sur des projets prospectifs et prévisionnels intéressants tant pour les pouvoirs publics que pour les acteurs ressources. En s'inspirant de ce qui se fait dans d'autres pays ou régions, le SRPW associe les différents acteurs des milieux de la recherche et de l'administration. Au regard de ce dispositif, l'IWEPS remplit à la fois le rôle d'ensemblier, d'animateur principal et de pilote. Outre l'avantage de créer une communauté de prospectivistes,

ce dispositif permet de fournir des outils d'aide à la décision.

Cette consolidation s'était concrétisée en 2011 par la mise en place d'une démarche *bottom-up* consultative assurant un véritable travail de coproduction associant l'ensemble des membres du SRPW. Aidé par l'Institut Destrée et le centre de recherche Spiral de l'Université de Liège (ULg), l'IWEPS a ainsi pu associer les membres du SRPW à l'identification des enjeux prospectifs ainsi que des questions de recherche nécessaires à l'orientation du financement des travaux en son sein pour les deux années à venir.

L'examen de ces enjeux s'est poursuivi en 2012 et, *in fine*, parmi les différentes thématiques identifiées, le Gouvernement wallon a choisi de soutenir deux thèmes sur lesquels des recherches prospectives ont été lancées en 2012. Ces deux thèmes sont la transition énergétique et le vieillissement. Ils ont fait l'objet d'appel à marché. L'examen des offres reçues a conduit à l'attribution du marché relatif à la transition énergétique tandis que l'attribution du marché relatif au vieillissement est demeuré en suspens, faute d'offre satisfaisante. L'appel pour ce thème a donc été ouvert à nouveau et le marché est, à l'heure actuelle, en cours d'attribution.

Complémentairement, dans le cadre d'une convention avec l'Institut Destrée, le SRPW a été élargi et a connu de nouvelles adhésions, pour atteindre une cinquantaine de membres. L'animation du SRPW a été également assurée par la mise en place d'un site internet spécifique.

Cette convention a également permis la réalisation et la mise en ligne de plus de 40 notes de veille prospective.

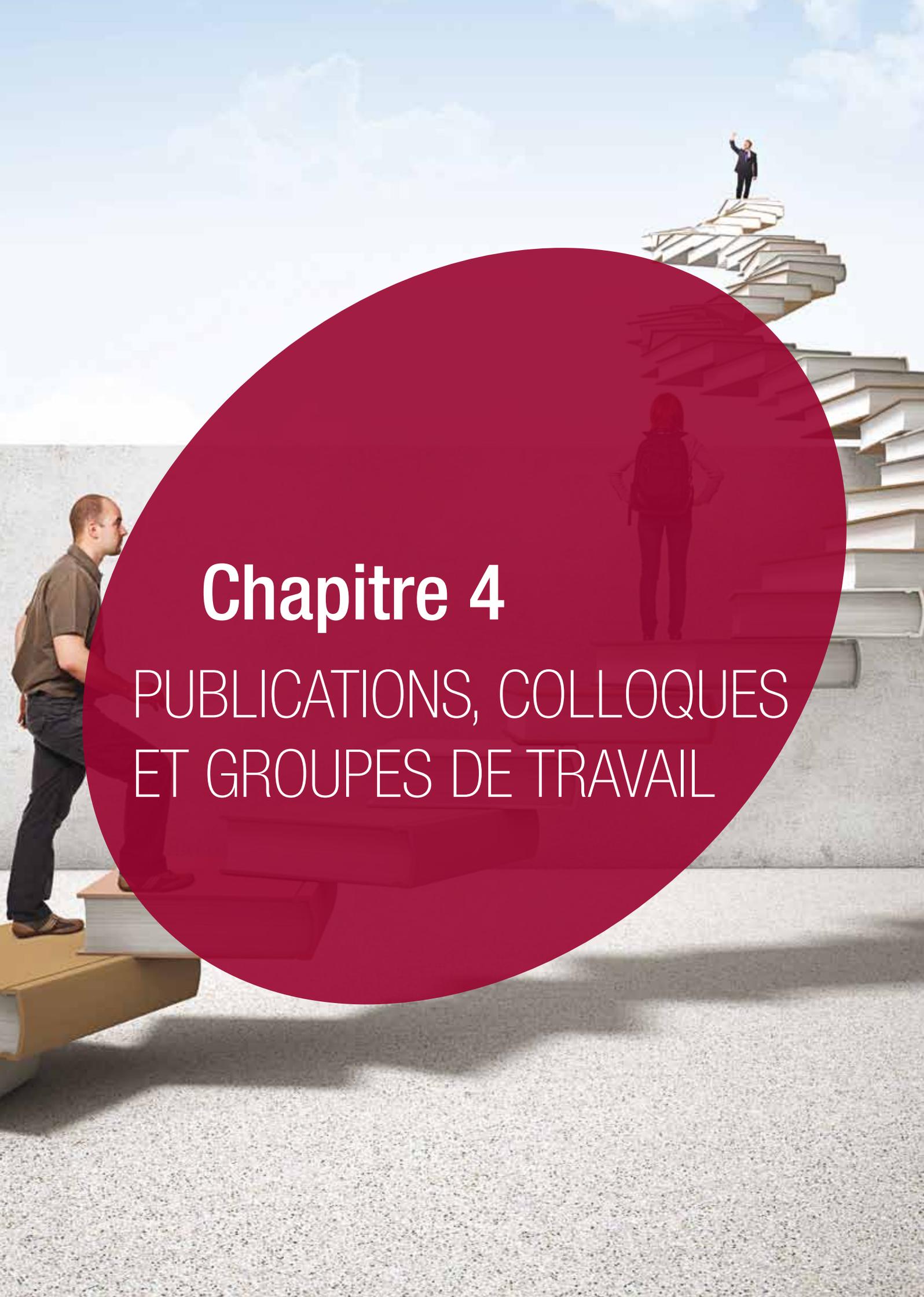
3.13.2. Développement du soutien méthodologique à la démarche prospective

Le processus de développement de la mission prospective de l'IWEPS s'est également concrétisé par l'implication de l'Institut dans un travail de support méthodologique en matière de prospective dans plusieurs projets :

- définition d'un cadre prospectif pour l'élaboration de la première Stratégie de développement durable du Gouvernement wallon ;
- accompagnement du projet « Prospective recherche verte » lancé par le Cabinet du Ministre Nollet ;
- accompagnement du projet « Prospective sectorielle et chaînes de valeurs » lancé par le Cabinet du Ministre Marcourt et piloté par la DGO6 ;
- accompagnement du projet « Territoire et énergie 2050 - CPDT » piloté par la DGO4 ;
- développement d'un partenariat avec le Département de l'Énergie et du Bâtiment durable de la DGO4 en matière de prospective.

3.13.3. Développement de nouvelles lignes de recherche

Enfin, le travail prospectif de l'IWEPS a débouché sur la mise en œuvre de deux projets originaux : le premier « Prospective recherche transition démographique » est soutenu par le Cabinet du Ministre Nollet, tandis que le second « Prospective transmission d'entreprises en Wallonie » est soutenu par le Cabinet du Ministre-Président.



Chapitre 4

PUBLICATIONS, COLLOQUES
ET GROUPES DE TRAVAIL

4.1. PUBLICATIONS DE L'IWEPS

Une refonte globale de la ligne graphique des publications a été mise en oeuvre, qui vise à rationaliser le nombre de collections dans lesquelles s'inscrivent les publications de l'Institut et à doter l'ensemble des publications d'une ligne graphique générale. L'objectif est d'assurer une image cohérente et homogène à l'ensemble des outils de communication de l'Institut. Cette nouvelle ligne graphique, en quadrichromie, s'inscrit dans la continuité des documents existants, en utilisant le logo et sa couleur.

Ainsi, l'ensemble des publications de l'IWEPS a bénéficié de ce relookage. Toutes les publications sont téléchargeables sur le site de l'Institut ; certaines sont imprimées à divers tirages.

4.1.1. Working Papers

Les « Working Papers » ne sont disponibles qu'en ligne.

- Working paper de l'IWEPS n° 5 : Les enjeux prospectifs wallons à la lumière d'un dispositif participatif, J.-L. Guyot, M.N. Anfrie, M. Van Cutsem, S. Rieppi, février 2012
- Working paper de l'IWEPS n° 6 : Les agences en Wallonie : un regard budgétaire, S. Cipriano, R. Paque, mars 2012
- Working paper de l'IWEPS n°7 : Développement d'indicateurs complémentaires au PIB Partie 2 : Revue harmonisée de tableaux de bord et batteries d'indicateurs, C. Albessart, Th. Bornand, F. Caruso, J. Charlier, J.-P. Duprez, J. Juprelle, M. Laffut, M. Lefèvre, V. Louis, I. Reginster, Ch. Ruyters, avril 2012
- Working paper de l'IWEPS n°8 : Spécificités locales de parcours scolaires en Fédération Wallonie-Bruxelles, Ch. Mainguet, I. Reginster, B. Ghaye, N. Jauniaux, B. Talbot, juin 2012.

4.1.2. Note mensuelle de conjoncture wallonne

Cette brochure électronique qui présente en huit pages les principaux indicateurs conjoncturels commentés a été publiée chaque mois.

4.1.3. Séries statistiques du marché de l'emploi en Wallonie

Cette brochure reprend les statistiques mensuelles du chômage, établies à partir des données de la STAT92 du FOREM et les données annuelles du marché du travail, calculées sur la base des données de de l'ICN, de l'ONSS, de l'INASTI et de l'Enquête sur les forces de travail, ainsi que les chiffres des bénéficiaires du revenu d'intégration.

Cette publication de 32 pages a été mensuellement remise à jour et mise à disposition sur le site internet.

4.1.4. Chiffres clés de la Wallonie

Pour cette nouvelle édition, les chercheurs de l'Institut ont sélectionné une série d'indicateurs qui permettent de porter sur la Wallonie non seulement un regard pertinent mais également de nourrir la réflexion pour l'action. Dans ce numéro, nouvelle mouture, seront ainsi analysées les thématiques suivantes : le territoire, la démographie, l'éducation et la formation, la santé, l'économie, le marché du travail, la mobilité, l'environnement, l'énergie, les finances publiques et enfin l'emploi public.

Ce douzième numéro est paru en mars 2012 avec un tirage de 3 800 exemplaires.

4.1.5. Tendances économiques – Analyses et prévisions conjoncturelles

L'analyse conjoncturelle publiée deux fois par an couvre l'ensemble des pays et des secteurs de l'économie mondiale qui, par effets imbriqués, influencent la conjoncture belge et wallonne.

En mars et octobre 2012, l'IWEPS a publié deux numéros (42 et 43) de *Tendances économiques*, à raison de 2 000 exemplaires.

4.1.6. Dynamiques régionales

Dynamiques régionales est une nouvelle revue qui offre aux chercheurs une opportunité de diffusion des résultats de

recherches dont le point commun est de porter sur des questions d'intérêt pour la Wallonie.

Les articles sont soumis au comité de rédaction et à deux spécialistes du domaine concerné, issus du conseil scientifique. Le comité de rédaction apprécie la qualité rédactionnelle de l'article ainsi que sa conformité avec le projet éditorial.

Dynamiques régionales est une publication électronique. Tous les numéros de Dynamiques régionales sont accessibles gratuitement sur le site internet au format pdf. La périodicité est semestrielle.

L'année 2012 a été consacrée à la conception et la mise en œuvre de cette nouvelle revue (constitution du comité de rédaction et du conseil scientifique, carte d'identité de la revue et maquette) ; le premier numéro est à paraître en 2013.

4.2. PUBLICATIONS DE L'IWEPS EN COLLABORATION AVEC D'AUTRES INSTITUTIONS

- Atlas transfrontalier, tome 1
- Brunet S., « Conclusions » in Claisse F., Laviolette C., Reuchamp M., Ruyters Ch. (ss dir.de), *La participation en action : quelles méthodes pour quel vivre ensemble ?*, Peter Lang, à paraître en 2013.
- Caruso F. (2012), « Mesure du progrès des sociétés : quelle application possible en Wallonie ? » in Hamaide B. et Brunet S. (2012), *Développement durable et économie environnementale régionale*, chapitre 8, IWEPS et Facultés Universitaires Saint-Louis, Bruxelles.
- Claisse F., Laviolette C., Reuchamp M., Ruyters Ch. (ss dir.de), *La participation en action : quelles méthodes pour quel vivre ensemble ?*, Peter Lang, à paraître en 2013.
- IWEPS, BFP, IBSA, SVR, *Perspectives économiques régionales 2012-2017*, Hermreg, mai 2012.
- IWEPS, BFP, IBSA, SVR, *Perspectives économiques régionales 2012-2017 Update*, Hermreg, septembre 2012.
- Laviolette C., « Recherches et production de connaissance : vers une participation des acteur.es-sujets » in Claisse F., Laviolette C., Reuchamp M., Ruyters Ch. (ss dir.de), *La participation en action : quelles méthodes pour quel vivre ensemble ?*, Peter Lang, à paraître en 2013.
- Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, *La Fédération Wallonie-Bruxelles en chiffres*, Edition 2011 (2012).
- Ruyters C., Laffut ., « Kidisti : un outil d'appréhension de la parole citoyenne » in Claisse F., Laviolette C., Reuchamp M., Ruyters Ch. (ss dir.de), *La participation en action : quelles méthodes pour quel vivre ensemble ?*, Peter Lang, à paraître en 2013.

4.3. AUTRES PUBLICATIONS

Il s'agit ici de publications qui ont été rédigées ou co-rédigées par des membres de l'IWEPS ou qui ont été produites dans le cadre de conventions.

- Conter B., « Les promesses oubliées de la flexicurité », Les analyses du CRISP en ligne, mai 2012 (www.crisp.be).
- Conter B., *La stratégie européenne pour l'emploi : de l'enthousiasme à l'effacement*, Ed CRISP, Bruxelles, 2012.
- Conter B., 2012, « Les usages de la notion de flexicurité en Belgique », in Béthoux E., Koster J.-V., Monchatre S., Rey F., Tallard M., Vincent C., 2012, *Emploi, compétences et relations professionnelles : quelles dynamiques de régulation aujourd'hui ?*, Editions Octarès, Paris, à paraître.
- Conter B., 2012, « Les politiques de l'emploi en Wallonie : entre européanisation et régulations locales », in Aubin D, Schiffino N, Leloup F, *Les changements d'échelle d'action publique*, Academia, à paraître.
- Eggerick Th., Debuissou M., Sanderson J.-P., « La mortalité des jeunes enfants de moins d'un an en Belgique, de 1840 à 1939. Une approche spatiale » in *Annales de démographie historique*, Paris (article accepté en cours de publication).
- Jauniaux N., Reginster I., Ghaye B., Talbot B., Mainguet Ch., *Mobilités spatiale et académique des étudiants entrant dans l'enseignement supérieur, sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles*, in *Série Relief- revue du CEREQ « Mobilités et changements de catégories : portée et limites des données longitudinales »*, numéro 37. Boudesseul G., Caro P., Couppié T., Giret J-F., Grelet Y., Werquin P. (éditeurs).
- Juprelle J., « L'IWEPS, des informations intéressantes pour les communes wallonnes » in *Le CeMaphore* n°109 Novembre-Décembre 2012.
- Laviolette C., « Processus d'autonomisation entre maternité et engagement social » in *DelphAgora LA LETTRE*, n°5 mai-août 2012.
- Laviolette C. (Coord.) « Se construire au sein d'un collectif. Neuf mères de l'ombre se racontent » in « Récits de vie : construction de sens et de liens », *Les Politiques Sociales*, numéro à paraître au printemps 2013.
- Mainguet Ch., « Qui sont les personnes en difficulté avec l'écrit en Fédération Wallonie-Bruxelles ? Aperçu à partir des statistiques disponibles. » in *Journal de l'alpha*, N°185, Septembre Octobre 2012. Des chiffres pour l'alpha... Que nous apprennent les enquêtes statistiques ? pp 12-25, 2012.
- Van Haepere B., « Que sont les principes du NPM devenus ? Le cas de l'administration régionale wallonne », *Reflets et perspectives de la vie économiques* n°2, 2012.

4.4. ACTIVITÉS ÉDITORIALES (COMITÉS SCIENTIFIQUES DE REVUES, DIRECTION DE COLLECTIONS SCIENTIFIQUES, CONSEIL ÉDITORIAL...)

- Cahiers Economiques de Bruxelles,
- Cahiers de la formation économique et sociale,
- Collection *Méthodes participatives appliquées – Applied Participative Methods* des éditions Peter Lang Publications, Bruxelles,
- Collection *Non-Proliferation* des éditions Peter Lang Publications, Bruxelles,
- Dynamiques des populations locales,
- Economic Modelling,
- Economie et Prévision,
- L'Expansion Entrepreneuriat,
- International Migration Review,
- International Journal of Microsimulation,
- Journal of Development Economics,
- Journal of Economic Cooperation and Development,
- Journal of International Development,
- Journal of International Migration and Integration,
- Journal of International Trade and Economic Development,
- Journal of Macroeconomics,
- Journal of Pension Economics and Finance,
- Journal of Population Economics,
- Population,
- Reflets et perspectives de la vie économique,
- Revue Administration Publique,
- Revue Fédéralisme et Régionalisme de l'Université de Liège,
- Revue Internationale de Géomatique- International Journal of Geomatics and Spatial Analysis,
- Southern Economic Journal,
- The World Economy,
- World Development.

4.5. RAPPORTS DE RECHERCHE ET NOTES DE TRAVAIL

- Cardelli R., Gavray C., « Analyse de l'enquête *Generation and gender Programme* selon une perspective de genre », note de travail et présentation du document aux membres du groupe de travail « Genre et Statistiques », 2 octobre 2012, Bruxelles.
- Debuissson M., Eggerickx Th., Reginster I., « Perspectives de population et de ménages pour les communes wallonnes », 8 mars 2012, note IWEPS.
- Debuissson M., « Etat de la démographie wallonne : Evolutions démographiques récentes de la Wallonie et perspectives », IWEPS document interne, 2012.
- Fonder M., Mosty M., « Projet d'évaluation thématique n°9 : Formation qualifiante dans les métiers en demande », note au Comité transversal d'encadrement du Plan Marshall 2.Vert (avril).

- Lefèvre M., Louis V., « Projet d'évaluation thématique n°1 : pôles de compétitivité », note au Comité transversal d'encadrement du Plan Marshall 2.Vert (avril).
- Juprelle J., Lefèvre M., Paque R., Reginster I., « Projet d'évaluation thématique n°5 : terrains mis à disposition du développement économique, note au Comité transversal d'encadrement du Plan Marshall 2.Vert (avril).
- Lefèvre M., Louis V., « Projet d'évaluation thématique n°4 : soutien financier aux spin offs » note au Comité transversal d'encadrement du Plan Marshall 2.Vert (avril).
- Meunier O., Mosty M., « Projet d'évaluation n°6: Soutien à l'investissement dans les zones franches urbaines et rurale », note au Comité transversal d'encadrement du Plan Marshall 2.Vert (avril).
- Mosty M., « Projet d'évaluation n°10 : Identité wallonne », note au Comité transversal d'encadrement du Plan Marshall 2.Vert (avril).
- Reginster I., Ruyters Ch., Bornand Th., Charlier J., Juprelle J., Laffut M., Louis V., « Avis de l'IWEPS sur un set d'indicateurs complémentaires au PIB » retenu, en première lecture, par le Gouvernement wallon (octobre 2012).
- Verschueren F. (2012), Les effets d'une politique d'économies d'énergie sur les investissements verts des ménages, 21 p. (soumis aux Recherches économiques de Louvain).
- Verschueren (2012), S'en sortir sans croissance ? Une présentation du modèle VICTOR, 11 p.
- Verschueren (2012), Les effets des politiques régionales d'aides à l'investissement : quels sont les enseignements de la littérature scientifique ?, 8 p.

4.6. ORGANISATION DE CONFÉRENCES, COLLOQUES ET SÉMINAIRES PAR L'IWEPS

- Conter B., Co-organisation avec E. Martinez de la conférence « La nouvelle gouvernance européenne » (avec V. de Coorebyter, L Hoang Ngoc et R. Plasman), ULB, Bruxelles, 18 juin 2012.
- Debuissou M., Organisation du colloque « 50 ans après le rapport Sauvy » le 23 octobre 2012 à l'Université de Liège, sous l'égide de la Société démographique francophone de Belgique (SDFB), de l'IWEPS et du CESW.
- Deprez A., séminaire méthodologique « Une base de données communes aux Relais sociaux : quelle pertinence pour l'analyse et l'action commune en Wallonie ? », organisé conjointement par l'IWEPS, les Relais sociaux et la DGO5, Namur, 27 novembre 2012.
- Guyot J.-L., Organisation de la quatrième Conférence méthodologique de l'IWEPS : « Contribution à une prospective au service de la gouvernance », Namur 4 décembre.
- Guyot J.-L., Organisation d'un séminaire du SRPW avec le Pr. M. Martiniello de l'ULg : prospective et migrations, Namur, 10 février.
- Guyot J.-L., Organisation d'un séminaire avec le Pr. P. Bishop de l'Université de Houston : introduction à la démarche prospective, Namur, 5 décembre.
- Laviolette C., Ruyters Ch., Colloque « La participation en action. Différentes méthodes pour quel vivre ensemble », organisé conjointement par l'IWEPS et l'ULg, Namur, 22 juin 2012.

- Mainguet Ch. en collaboration avec Carlier D. et Donnay J.Y (CCFEE) organisation de séminaires statistiques experts dans le cadre du projet européen Labo Jeunes : « Où en sommes-nous dans la connaissance des transitions école-vie active? », Bruxelles, 15 mars et « Les données et indicateurs de contexte. La construction, l'usage et les effets des instruments statistiques », Bruxelles, 11 octobre.

En 2012, a été initiée une nouvelle formule de présentation d'avancement de recherches baptisée « les Midis de l'IWEPS ». Les objectifs de ces séminaires sont de faire connaître les travaux de chacun au sein de l'IWEPS, stimuler la discussion scientifique en interne dans une perspective ouverte et multidisciplinaire, permettre aux chargés de recherche de solliciter les conseils des collègues en leur soumettant un travail en cours ou un projet de publication et d'améliorer la qualité des productions internes. Ont ainsi été présentés les sujets suivants :

- Verschueren F., PREVIEW: Programme Régional d'Évaluation de Variantes de politique et de leurs Impacts sur l'Économie Wallonne, 02/02/2012.
- Reuchamps M., Dodeigne J. et Claisse F., Le G1000, 01/03/2012.

- Guyot J.-L., La (les) prospective (s) : quelle(s) critique(s) structuro-fonctionnaliste(s) d'une utopie constructiviste ?, 01/04/2012.
- Vanden Dooren L. (CUNIC), Vander Stricht V., Les comptes de l'emploi wallon : contexte et méthodes., 19/04/2012.
- Bornand Th., Les relations sociales en Wallonie: essai de typologie à partir de l'enquête capital social, 03/05/2012.
- Charlier N., Fonder M., Louis V., Évaluation du Plan Marshall 2.Vert - Évaluation thématique « simplification administrative » : Quelle mesure de la qualité perçue d'un service public ?, 14/06/2012.
- Hoang Ngoc L., de Coorebyter V., Crises et sorties de crises. La gouvernance économique en europe, 18/06/2012.
- Guio A.-C., Measuring material deprivation in the EU Indicators for the whole population and child-specific indicators, 06/09/2012.
- Guyot J.-L., Transmission d'entreprise: état des travaux et perspectives de recherche, 04/10/2012.
- Conter B., Flexicurité: le rejet d'une greffe politique, 08/11/2012.

4.7. CONTRIBUTION À DES CONFÉRENCES, COLLOQUES ET SÉMINAIRES ET ACTIVITÉS DE VULGARISATION

Seules les participations à des conférences en tant qu'organisateur, présentateur d'une contribution ou discutant sont reprises. Sont aussi reprises ici les activités de formation et de vulgarisation.

- Caruso F., Présentation au « midi d'Econosphères » du 25/05 à l'Université Populaire de Bruxelles sur la mesure

de la compétitivité et d'une balance commerciale au niveau régional.

- Charlier J., Debuissou M., Reginster I. *et al.* « Quels impacts des perspectives démographiques sur l'aménagement du territoire wallon ? » (Présentation plénière d'un exercice de perspectives en logements et

- en terrains pour l'habitat à l'horizon 2026), colloque : « 50 ans après le Rapport Sauvy », Liège, 23/10/2012.
- Charlier J., « Localisation résidentielle récente et future en Wallonie : analyse au regard de critères de développement territorial durable », présentation à une conférence « mercredi du territoire » d'Inter-Environnement Wallonie en partenariat avec C. Demulder de l'Institut Destrée, à Namur le 16/10/2012.
 - Colicis O., « Un outil de récolte des besoins des citoyens : les indicateurs de bien-être » présentation faite lors du Colloque « Les politiques de santé communales, de la récolte des besoins au projet » organisé par le CLPS de Huy-Waremme au Centre Nobel à Tihange le 27 mars 2012.
 - Colicis O., « Méthode de priorisation des composantes du bien-être : un outil d'aide à la réflexion et à la prise de décision au service de l'action » Contribution réalisée lors de la journée de « Formation/échanges sur le thème de la prise de décision » organisée par la Fondation Rurale de Wallonie à Namur le 1^{er} juin 2012.
 - Colicis O., « Les composantes du bien-être au service de la réflexion et de l'action publique » présentation faite lors du Colloque « Bien-être et attractivité » organisé par l'Institut régional d'administration (IRA) de Metz et la direction régionale de l'INSEE Lorraine à l'IRA à Metz le 13 novembre 2012.
 - Conter B., « Européanisation des politiques de l'emploi », communication au colloque de l'observatoire de l'emploi du Luxembourg sur le suivi et l'évaluation des politiques publiques, Mondorff, 14-15 mai 2012.
 - Conter B., « Les politiques de l'emploi dans la nouvelle gouvernance économique européenne : une analyse des usages nationaux d'une ressource européenne », communication aux journées de l'Association d'économie sociale, AIX, septembre 2012.
 - Conter B., « L'approche par les capacités comme contribution critique au débat », Communication à l'université d'automne du CIFOP sur l'adéquation entre formation et emploi, Charleroi, novembre 2012.
 - Conter B., « Questionner les politiques de formation à l'aide de l'approche par les capacités », communication à l'Université de l'éducation, de l'orientation et de la formation, Bordeaux, octobre 2012
 - Conter B., « Effets et usages de la stratégie européenne pour l'emploi en Belgique : une méthode de recherche », communication au séminaire Europe, référentiels, territoire, IEP Bordeaux ; février 2012.
 - Conter B., « La flexicurité : quelle évolution ? », journée d'étude du CEPAG- FGTB wallonne, Beez, 25 mai 2012.
 - Conter B., « Politiques de l'emploi : des propositions en débat », intervention au groupe de travail du G1000 sur le travail, Namur, octobre 2012.
 - Conter B., participation au débat sur la réduction collective du temps de travail en Europe, collectif de solidarité contre l'exclusion, Bruxelles, novembre 2012.
 - Conter B., intervention en tant qu'invité dans le cadre de cours de sociologie politique de l'action publique, Prof N. Burnay, Université de Namur, avril 2012.
 - Conter B., intervention en tant qu'invité dans le cadre du séminaire transitions professionnelles, M. Lebrun, ULB, décembre 2012.
 - Debuisson M., Organisation d'une Journée scientifique le 28 mars 2012 sur « 7 milliards d'humains sur terre » à la Fondation universitaire à Bruxelles, sous l'égide de la Société démographique francophone de Belgique (SDFB) et de la Vereniging voor Demografie (VVD).
 - Debuisson M., Organisation du « Prix Verhulst 2011 » sous l'égide de la Société démographique francophone de Belgique (SDFB) et de la Vereniging voor Demografie (VVD), prix récompensant le meilleur mémoire belge dans le domaine de l'étude scientifique des populations.
 - Debuisson M., « Les perspectives de population dans le rapport Sauvy . Faisons-nous mieux aujourd'hui ? », *in* Colloque « 50 ans après le rapport Sauvy » le 23 octobre à l'Université de Liège
 - Dieu Ph., Ghaye B., Jauniaux N., Mainguet Ch., « Les critères de référence du processus « Education et formation 2020 » et leur traduction en Belgique francophone. » Intervention lors de la Conférence « Education et Formation 2020, D'une stratégie européenne à une stratégie belge francophone », Liège, 17 et 18 décembre 2012.
 - Guyot J.-L., Petit Jean M., « Un espace de pertinence de la prospective pour l'action publique : le développement durable », Quatrième conférence méthodologique de

l'IWEPS : Contribution à une prospective au service de la gouvernance, Namur, 4 décembre 2012.

- Guyot J.L., Rieppi S., « La prospective en Wallonie : une lecture plurielle », Quatrième conférence méthodologique de l'IWEPS : Contribution à une prospective au service de la gouvernance, Namur, 4 décembre 2012.
- Guyot J.-L., Membre du comité scientifique du Colloque Interdisciplinaire International « Les Jeunes et le Travail », Marseille - 4 et 5 octobre 2012, Organisé par l'Institut Régional du Travail d'Aix en Provence et le LEST-CNRS (UMR 6123), avec la collaboration du Pôle Régional Travail PACA et du Réseau national des Instituts du Travail.
- Jauniaux N., Reginster I., Ghaye B., Talbot B., Mainguet Ch., « Mobilités spatiale et académique des étudiants entrant dans l'enseignement supérieur, sur le territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles », Présentation orale en plénière aux XIXes Journées d'études sur les données longitudinales dans l'analyse du marché du travail, Mobilités et changements de catégories. Portée et limites des données longitudinales, 24 et 25 mai 2012 Caen, France.
- Juprelle J., Présentation lors du Workshop SPW « Les chiffres de la mobilité en Wallonie : état de la question et méthodologies de récolte des données », Namur Novembre 2012.
- Juprelle J., Présentation lors du Workshop BELDAM « Les chiffres de la mobilité en Wallonie. Etat de la question et méthodologies de récolte des données », Bruxelles Septembre 2012.
- Lavolette C., « L'approche par les capacités, une réponse concrète aux inégalités ? » Moc Bruxelles 26-27 janvier 2012.
- Lavolette C., « Quelle politique d'inclusion sociale dans une société qui exclut ? », CIEP Louvain-la-Neuve - Journée d'étude d'actualité politique, 10 février 2012.
- Lavolette C., Conférence-débat sur l'accès à l'emploi des femmes immigrées (Projet FIPI Fééral) Centre culturel arabe, 9 mars 2012.
- Lavolette C., « La place des recherches mixtes dans la construction d'une société de la connaissance et de la participation de tous », communication au Colloque IWEPS – Ulg « La participation en action. Différentes méthodes pour quel vivre ensemble ? », Moulins de Beez, 22 juin 2012.
- Lavolette C., Atelier de capitalisation sur la démarche Spiral. Présentation des travaux de l'IWEPS dans le cadre du projet construction d'indicateurs de BE avec les citoyens en Wallonie, animation d'un atelier, Lille – Conseil Régional, 24 octobre 2012.
- Ruyters Ch., Intervention dans le cadre de la Journée d'échanges d'expériences sur la mise en œuvre de la démarche de coresponsabilité SPIRAL, organisée par la Direction de Projet de Cohésion Sociale de la commune de Roubaix, 20 février 2012 (Présentation des travaux réalisés à l'IWEPS et participation au débat).
- Ruyters Ch., Intervention dans le cadre du Séminaire « De nouveaux indicateurs pour la politique de la ville », organisé par la Délégation à la Politique de la Ville et à l'Intégration, mairie de Paris, 22 mars 2012 (Titre de la communication : «Le rôle de l'IWEPS et de la DiCS dans la construction de nouveaux indicateurs pour la politique régionale »).
- Ruyters Ch., Laffut M., « Kidisti : une construction concertée d'indicateurs de bien-être et de progrès en Wallonie », communication au Colloque IWEPS – Ulg « La participation en action. Différentes méthodes pour quel vivre ensemble ? », Moulins de Beez, 22 juin 2012.
- Ruyters Ch., Cours d'évolution des pratiques d'intervention sociale – Master en Ingénierie et Action sociales – Haute école de la province de Liège et Helmo – Liège, le 29 novembre 2012. (Présentation : « De l'apport de la statistique à la décision politique et à l'action publique. Le rôle de l'IWEPS dans la mise en œuvre des plans de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie ».).
- Van Haepere B., exposé sur « Développements récents de l'économie du travail et politiques d'emploi » dans l'atelier dédié aux politiques d'emploi au Colloque « 60 années de sciences du travail à l'UCL », le 25 octobre 2012.
- Van Haepere B., exposé inaugural sur le thème « Les métiers en pénurie et l'adéquation formation-emploi » à l'Université d'automne du ClfOP, 22 novembre 2012.
- Van Haepere B., Intervention dans le cours d'évaluation des politiques publiques du professeur David Aubin

(UCL) : exposé sur « Méthodologie d'évaluation du PM2.Vert », le 5 décembre 2012.

- Van Haepere B., Intervention dans le programme de formation continue de l'université des femmes : exposé sur le thème « Formation et emploi des femmes : aspects statistiques », 19 octobre 2012.
- Van Haepere B., intervention dans le cadre du CIEPP, « L'institutionnalisation de l'évaluation en région wallonne » – le 2 mars 2012.
- Van Haepere B., intervention dans le cadre du CIEPP, « Choix des méthodologies d'évaluation en lien avec la maturité des politiques publiques », le 19 octobre 2012.
- Van Haepere B., Intervention sur le thème « Tensions sur le marché du travail et difficultés de recrutement : balises théoriques », CSC de Namur, 12 mars 2012.
- Van Haepere B., Intervention sur le thème « Tensions sur le marché du travail et difficultés de recrutement : balises théoriques », CSC Wallonie, 28 juin 2012.

4.8. PARTICIPATION À DES RÉSEAUX ET GROUPES DE TRAVAIL

4.8.1. Réseaux et groupes de travail scientifiques

- ASHIVIF (participation aux séminaires de l'Association des Histoires de Vie en Formation) Paris
- Association Belge de Science Politique (Communauté française)
- Association française de sociologie
- Association d'économie sociale (France)
- Association internationale des sociologues de langue française
- Cellule d'Analyse et de Prospective en matière de Ruralité-ULg
- Comité d'accompagnement de l'étude SILC-CUT sur les revenus et les conditions de vie des personnes sans abri et des personnes en séjour irrégulier, menée par HIVA-KUL, Centre pour l'Égalité des chances et la lutte contre la pauvreté.
- Comité d'accompagnement de la recherche WellBeBe dans le cadre du programme « Science for a sustainable Development-SSD » du Service public de programmation de la Politique scientifique fédérale.
- Comité des experts du Baromètre de la diversité dans le logement, organisé par le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.
- Comité des utilisateurs du Projet MOBLOC – Convention avec le Service public de programmation de la Politique scientifique fédérale.
- Comité de pilotage scientifique du CEFIP (Centre de connaissances du financement des PME)
- ESREA (European Society for Research on the Education of Adults)
- FAIR (Forum pour d'autres indicateurs de richesse) et FAIR Wallonie-Bruxelles (Forum pour d'autres indicateurs de richesse)
- GEP (Groupe d'échange et de pratiques sur les histoires de vie) de l'Association Internationale des Histoires de Vie en Formation (ASHIVIF) Paris
- Groupe de travail « Questions sociales » de l'Association belge de science politique de la Communauté française
- Groupe de travail du Conseil supérieur de la statistique sur les métadonnées

- PEKEA (Political and Ethical Knowledge on Economic Activities)
- Réseau « Démographie et territoires »
- Réseau européen NET-SILC
- Réseau ISSP (International Social Survey Programme)
- Société belge de Statistique
- Société démographique francophone de Belgique
- Société Européenne de l'Evaluation
- Society for Risk Analysis
- Society for Social Sciences of Science (4S)
- Société Française de l'Evaluation
- Société Wallonne d'Evaluation et de Prospective

4.8.2. Réseaux et groupes de travail mixtes (scientifiques, administratifs, société civile)

- Comité d'accompagnement de l'étude « Bilans énergétiques la Région wallonne » SPW-DGO4
- Comité d'accompagnement de l'étude « Etablissement de compte transport et tarification » commandité par la DGO2
- Comité d'accompagnement et Comité scientifique de l'Observatoire des Politiques culturelles (OPC), Fédération Wallonie-Bruxelles
- Comité technique et Comité d'accompagnement du projet POCICO (Pauvreté rurale et urbaine) du programme Agora du Service public de programmation de la Politique scientifique fédérale, en collaboration avec le Point d'Appui Pauvreté
- Comité d'accompagnement des études menées par les universités dans le cadre du projet INES OCDE (publication de Regards sur l'Education) (Direction des relations internationales, Ministère de la Fédération Wallonie- Bruxelles)
- Comité d'accompagnement de l'étude « Calculs d'indicateurs de flux de matières en Wallonie », initié par le SPW - DGO3
- Comité d'accompagnement du projet « Communes Wallonie cyclable »
- Comité d'accompagnement de l'étude « Evaluation des Plans de mobilité », DGO2
- Comité d'accompagnement de l'enquête SAMBA
- Comité d'accompagnement de l'Enquête Qualité de l'habitat en Wallonie, organisé par la DGO4
- Comité d'accompagnement du projet « Prospective recherche verte » lancé par le Cabinet du Ministre Nollet
- Comité d'accompagnement du projet « Prospective sectorielle et chaînes de valeurs » lancé par le Cabinet du Ministre Marcourt et piloté par la DGO6
- Comité d'accompagnement du projet « Territoire et énergie 2050 - CPDT » piloté par la DGO4
- Comité de coordination statistique
- Comité d'accompagnement de l'étude « Elaboration d'indicateurs de développement de l'accueil et de l'éducation des enfants de 0 à 3 ans », OEJAJ, Ministère de la FWB.
- Comité de pilotage de l'Observatoire interrégional du marché de l'emploi.
- Comité scientifique des Comptes nationaux de l'ICN
- Comité de suivi opérationnel « Indicateurs complémentaires au PIB »
- Comité technique de la Sowaccess
- Comité technique portant sur la réalisation de l'enquête BELDAM (enquête nationale sur la mobilité des Belges) en partenariat avec la PSF et le SPFMT.
- Commission régionale Vélo
- Conseil supérieur de la statistique et Bureau du Conseil supérieur de la statistique
- CPDT, via une participation aux Comités d'accompagnement des thèmes Implantations commerciales, politique foncière, Pic pétrolier, GES, Etat du territoire wallon, Projets d'agglomération, etc. participation aux CAs, CPs
- Fédération Européenne des Associations Nationales Travaillant avec les Sans-Abri, (FEANTSA)
- Groupe de travail Indicateurs du PAN Inclusion sociale, SPF Sécurité sociale
- Groupe de travail OCDE : Working Party on Territorial Indicators (WPTI), correspondants statistiques de

l'OCDE pour les données territoriales wallonnes et belges

- Groupe de travail « harmonisation de la collecte des données issues des services partenaires des Relais sociaux de Wallonie », organisé par l'Iweps
- Cellule de coordination « marché du travail », DGSIE
- Groupe de travail au niveau des indicateurs de mobilité du tableau de bord de l'environnement wallon et dans le cadre de l'étude des coûts externes de transport menée par la DGO3
- Groupe de travail du plan « Wallonie cyclable », Intercabinet et Commission régionale vélo, DGO1 et DGO2
- Groupe de travail entre la BNB et les services d'études régionaux (IBSA, SVR et IWEPS), pour le développement des statistiques économiques régionales
- Groupe de travail du Bureau fédéral du Plan, en association avec les offices statistiques régionaux (IBSA, SVR et IWEPS) relatifs au développement de modèle de prévision économique régional à moyen terme HERMREG
- Groupe de travail des techniciens « statistiques » de l'ONEM, groupe population active
- Groupe de travail d'harmonisation des estimations de population active, SPF Emploi, Travail et Concertation sociale
- Groupe de travail sur les synergies statistiques (GTSS), en association avec le Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC) et l'IWEPS.
- Comité de la Recherche du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- Task Force statistique du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- Comité Statistique du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- Groupe d'utilisateurs du Datawarehouse « Marché du Travail et Protection Sociale » de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale
- Groupe de travail « Genre et statistiques », mis sur pied en 2012 par la DGSIE et l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes
- Plateforme de coopération DGO3 - IWEPS
- Plateforme d'Intelligence Territoriale Wallonne –DGO4, Institut Destrée
- Système régional de veille et de prospective wallon
- Transeo (European association for SME transfer)
- Werkgroep Datamanagement organisé par de « Vlaamse overheid - Departement Werk en Sociale Economie - Afdeling Beleid »

4.8.3. Autres groupes de travail

- Cellule permanente environnement-santé
- Chambre de concertation « agences de placement »
- Comité d'accompagnement de l'étude portant sur la perception et la gestion des discriminations par les acteurs communaux, réalisée à l'initiative du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme
- Comité d'accompagnement du projet « cadastre du non marchand », Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.
- Comité d'accompagnement interdépartemental du Plan HP
- Comité d'accompagnement de l'Évaluation du Plan de simplification administrative de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB)
- Comité d'accompagnement de la Convention-cadre « Vers une Wallonie sans pauvreté d'ici 2025 » conclue entre le Gouvernement wallon et le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP)
- Comité de pilotage de l'alphabétisation (Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Service public de Wallonie, Cocof...)
- Comité technique d'Évaluation du FSE
- Commission Chèques Formation et Chèques formation à la création d'entreprises
- Commission consultative et d'agrément des centres de validation des compétences
- Communication publique Wallonie - Bruxelles

- Conseil de l'Education et de la Formation, Chambre de la Formation et Chambre de l'Enseignement (Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles)
- Commission Consultative Formation, Emploi et Enseignement (CCFEE, COCOF)
- Groupe de travail Indicateurs du dispositif Certification par Unités (CPU)
- Groupe de travail Indicateurs Droits de l'enfant, conjoints à la Wallonie et à la Fédération Wallonie-Bruxelles
- Groupe de travail « Attractivité des études et métiers scientifiques et techniques », mis en place par le Conseil wallon de la politique scientifique
- Correspondants de la formation SPW-OIP
- Groupe de travail Education Formation 2020 (Direction des Relations internationales du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles)
- Groupe de travail intercabinet Cohésion sociale (Gouvernement wallon)
- Groupe indicateurs du Service de lutte contre la pauvreté
- Groupe de travail des statisticiens de la Grande Région
- Groupe des conjoncturistes de la Grande Région
- Groupe de travail Services publics de formation mis en place par la CGSP : réflexion sur les services publics de formation (cadrage statistique, suivi des politiques...)
- Groupe des utilisateurs de l'EFT (DGSIE), en particulier mesure du niveau de diplôme (+ adaptation à la nouvelle classification internationale)
- Groupe de travail Cadastre des sortants, Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- Groupe de travail du CSEF de Liège pour réaliser une cartographie de l'offre de formation et d'insertion sur le territoire du CSEF de Liège
- Groupe consultatif du projet de Plateformes d'action du Réseau wallon de Lutte contre la Pauvreté (RWLP), coordonné par Cera – Programme de Projets sociétaux
- Groupe de travail DGSIE/FWB/ETNIC/IWEPS pour la mise en place d'outil Métadonnées
- Réseau Refernet Belgium (projet CEDEFOP)
- Groupe de travail Sécurité de l'Information, Easiwal
- Groupe « inter-observatoires de la santé en Wallonie »
- Groupe Commu SPW-OIP
- Réseau RH-OIP

4.9. ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT ET D'ENCADREMENT

Sébastien Brunet est professeur à temps partiel à l'Université de Liège et est en charge des cours de « Risque et politique », « Théorie et concepts de la gestion de crise et de la planification d'urgence », « Séminaire de gestion internationale des risques ».

Muriel Fonder est maître de conférence invitée à la Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication, UCL et en charge du cours de « Concep-

tion et évaluation économique de politiques et de projets » (1^{er} semestre 2012).

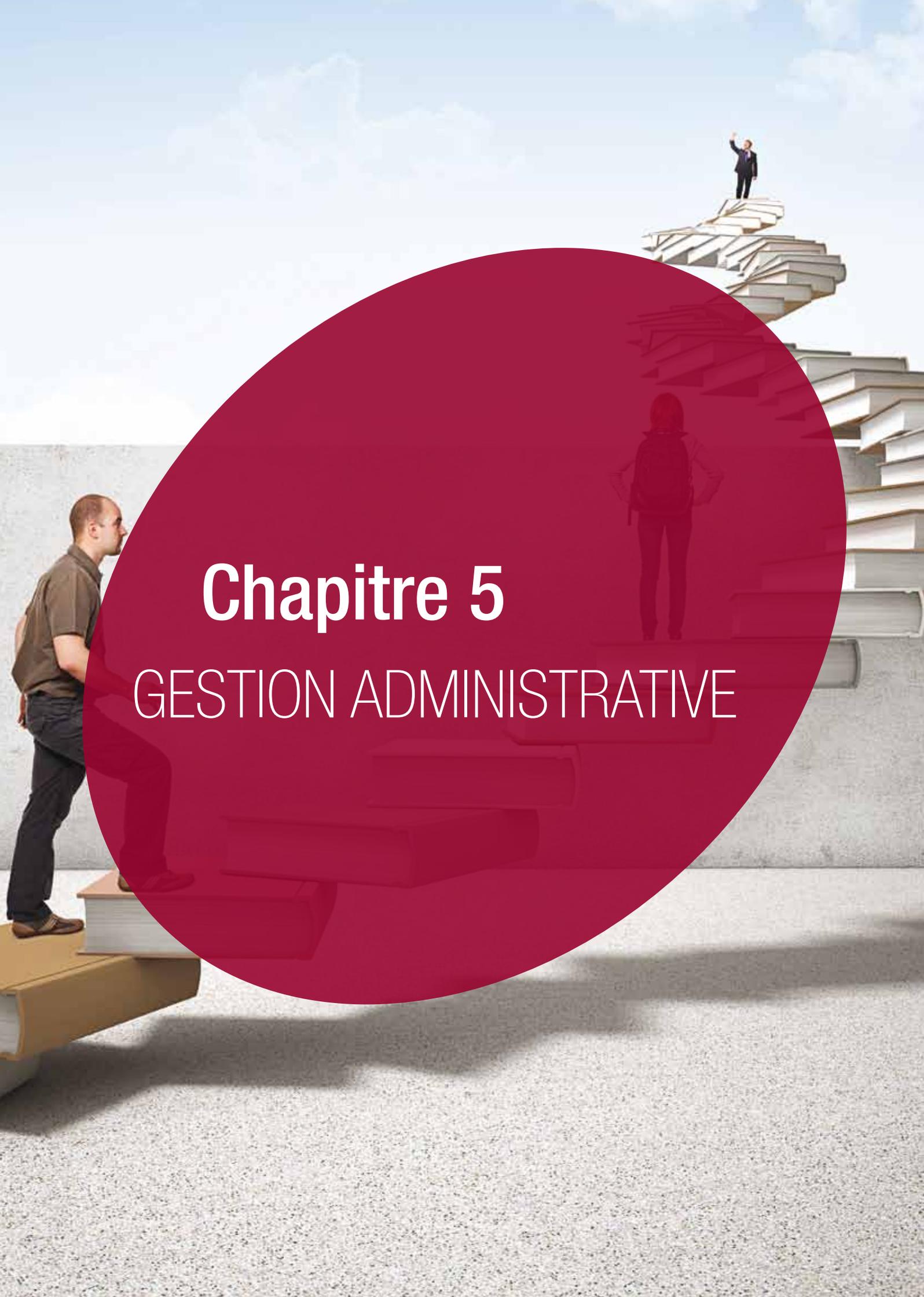
Catherine Laviolette est Conférencière invitée à l'UCL dans le cadre de séminaires méthodologiques sur les méthodes qualitatives (Fopes et Fopa): le récit de vie Janvier-février 2012, à la Conférence internationale et ateliers de doctorants : « Méthodes et méthodologies en sciences sociales ». Intervention comme expert dans la table ronde.

Louvain-la-Neuve, 26-27 avril 2012. Elle suit cinq mémoires d'étudiants dans le Master de politiques économiques et sociales de la Fopes et le Master en Sciences de l'Education de la Fopa à l'UCL. Elle encadre un groupe d'étudiantes dans le cadre d'un séminaire sociologie des migrations aux FUSL. Et elle participe tous les deux mois à un séminaire du GEP (Groupe d'Echanges et de Pratiques) à Paris avec des chercheurs en sciences sociales et de l'éducation. Méthodologies qualitatives et plus particulièrement l'approche biographique.

Frédéric Verschueren est chargé de cours invité à l'UCL-Mons où il enseigne le cours d'Econométrie dans le cadre du Master « Sciences de gestion ». Il est également chargé d'enseignement invité à l'Université de Lille 1 où il dispense le cours d'Aide à la décision publique (Master « Analyse économique des politiques publiques »).

Jean-Luc Guyot est professeur temporaire à l'UCL. Il y enseigne les méthodes et techniques de la recherche en sciences sociales, la statistique, l'analyse socioéconomique du champ de la formation et l'analyse sociologique des organisations socio-éducatives. Dans le cadre de ses enseignements, il encadre plusieurs mémoires et est membre du comité d'accompagnement de deux doctorats, l'un en sociologie, l'autre en sciences politiques.

Béatrice Van Haepere est professeur à l'UCL. En 2012, elle a enseigné à l'Institut des sciences du travail les cours d'Economie du travail et de Systèmes comparés de formation et d'emploi (cotitulaire) et a co-animé le Séminaire pluridisciplinaire de problématiques du travail.



Chapitre 5

GESTION ADMINISTRATIVE

Les tâches de la Direction ont un caractère récurrent, mais l'année 2012 a été caractérisée par la demande et l'acceptation du transfert de la gestion salariale et administrative du personnel du SePAC vers l'IWEPS, l'arrivée d'un expert

responsable des ressources humaines, le recours à des étudiants en juillet et août, les procédures d'engagement de cinq personnes et le lancement de 26 nouvelles procédures de marchés publics.

5.1. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Les activités se sont concentrées sur les thèmes suivants :

- Gestion des dossiers administratifs du personnel :
Le Gouvernement wallon a marqué son accord sur le principe de reprise de la gestion salariale et administrative par l'IWEPS des membres de son personnel à dater du 1^{er} janvier 2013.
- Engagements ou recrutements :

François SANA, attaché, a assuré le remplacement du congé de maternité de Virginie Louis du 24 septembre au 13 décembre 2012.

Ont été engagés à durée déterminée dans le cadre d'un contrat d'étudiant :

Quentin MALAISE du 9 au 22 juillet, Maïté DUFRENNE du 9 juillet au 3 août, Antonin ROUARD du 23 juillet au 17 août, Florence HENRY du 6 au 31 août et Maïté HUBLET du 20 au 31 août.

Sont engagés à durée indéterminée :

Catherine LAVIOLETTE, attachée scientifique, est engagée en contrat de remplacement depuis le 1^{er} février suite à l'interruption de carrière d'Anne Catherine GUIO.

Claire DUJARDIN, attachée scientifique, depuis le 1^{er} mars dans le cadre de l'accord de coopération « Synergies statistiques ».

Fabienne BEGASSE, attachée experte, depuis le 4 juin pour assurer la responsabilité de la cellule ressources humaines.

Aurélien BONNET, attaché expert, depuis le 3 septembre pour assurer la responsabilité de la cellule informatique.

Une des trois procédures de recrutement statutaire initiées en 2011 a abouti sur le recrutement d'Yves TILMAN, attaché économiste, qui a terminé son stage le 9 octobre 2012.

La procédure de recrutement de deux directeurs scientifiques (statutaires) n'a pas abouti par manque de candidats disposant des qualités requises et remplissant les conditions pour exercer la fonction.

Cinq procédures d'engagements contractuels ont été mises en œuvre, elles concernent :

- deux contrats d'attachés scientifiques pour une durée déterminée d'un an. Entrée en fonction du poste « Expulsions Domiciliaires » au 14 janvier 2013 alors que l'ouverture du second poste en charge de l'étude prospective « Transition Démographique » est toujours en cours ;
- trois postes d'attachés scientifiques CDI (Horizon 2022, Evaluation et Prospective) pour lesquels les lauréats entreront en fonction en 2013.

Au 31 décembre 2012, l'IWEPS comptait 50 personnes, soit 46 équivalents temps plein, qui se répartissent comme suit (dont une personne est détachée dans un cabinet ministériel) :

- Administrateur général a.i. : 1
- Directrice : 1
- Au niveau A :
- Coordinateurs scientifiques : 3
- Attachés scientifiques : 21
- Attachés (experts) : 11
- Au niveau B : 5
- Au niveau C : 6
- Au niveau D : 2

Soit 17 statutaires et 33 contractuels.

5.2. GESTION BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE

Les activités se sont concentrées sur les thèmes suivants :

- préparation des budgets et des feuillets d'ajustement ;
- comptabilité des recettes et dépenses, y compris ordonnancement des paiements ;
- correspondance budgétaire ;

- paiement des frais de personnel, de fonctionnement et des missions décrétales ;
- établissement des comptes annuels.

Le détail du budget est disponible en annexe.

5.3. MARCHÉS PUBLICS

En 2012, 26 nouvelles procédures de marchés publics ont été initiées, dont une n'a pas abouti.

Deux marchés concernent des fournitures, les vingt-huit autres des services.

Les procédures se répartissent comme suit :

- appel d'offres général : 5
- procédure négociée sans publicité avec consultation : 16
- procédure négociée sans publicité sans consultation : 4

5.4. GESTION ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE

Les activités se sont concentrées sur les thèmes suivants :

- appui à l'Administrateur général a.i. ;
- procédures pour l'engagement ou le recrutement de six personnes ;
- supervision de la cellule administrative ;

- établissement de procédures administratives ou de fonctionnement ;
- gestion du courrier entrant et sortant ;
- archivage du courrier, des conventions et autres dossiers.

5.5. LOGISTIQUE ET INTENDANCE

Les activités se sont concentrées sur les thèmes suivants :

- gestion de l'économat (commande, réception et distribution des fournitures...) ;
- gestion mobilière ;

- gestion immobilière en qualité de locataire (loyer, entretien, réparations, assurances).

5.6. BIBLIOTHÈQUE

Les activités de gestion de la bibliothèque et d'appui aux utilisateurs ont été poursuivies en 2012. Fin 2012, la bibliothèque compte plus de 4 800 ouvrages répertoriés ; plus de 200 abonnements sont en cours. La gestion de la bibliothèque est dorénavant assurée par le Comité de gestion de la bibliothèque, composé de l'Administrateur général, de la responsable de la bibliothèque et de plusieurs chargés de recherche de disciplines variées.

L'appui aux utilisateurs a principalement consisté en des collaborations logistiques, ponctuelles ou régulières, aux missions du service :

- mise à jour de la base de données documentaire de la bibliothèque : dépouillement, encodage et classement

des revues et ouvrages entrants et sélection thématique en fonction des recherches en cours ;

- recherche de documentations nécessaires pour les membres de l'Institut ;
- gestion des commandes d'ouvrages (commande - réception - distribution) ;
- échanges avec différents centres de documentation ;
- gestion et expédition des demandes de publication de l'IWEPS via le « Téléphone vert », la librairie du SPW, le site Internet de l'Institut, les demandes par téléphone et par courriel.

5.7. INFORMATIQUE

L'année 2012 fut une année de transition pour les activités informatiques. L'équipe étant provisoirement réduite, l'IWEPS a fait appel à une société externe (IT-Optics) pour l'aider dans son travail.

Comme travail préalable, l'IWEPS avait demandé un audit informatique (fin 2011) à son nouveau partenaire. Cet audit pointait d'importants changements qui furent entrepris courant 2012 par IT-Optics, notamment :

- Réinstallation d'un nouveau routeur ;
- Réinstallation d'un nouveau proxy ;
- Réorganisation des systèmes virtualités ;
- Virtualisation du système trac ;
- Réorganisation du serveur de donnée ;
- Réorganisation du système de backup.

Suite à l'engagement d'un nouvel informaticien, une cellule TIC a été mise en place sous la direction de l'Administrateur général. Dès septembre 2012, celle-ci a mis en œuvre les changements suivants :

- Remplacement du serveur mail : après étude des différentes possibilités, il a été décidé d'externaliser le mail (et l'agenda) chez Google apps for Business ;
- Mise en place d'un nouveau système de tracking pour l'helpdesk IT (Redmine remplace Trac), et de gestion de projet ;
- Automatisation de gestion du parc informatique ;
- Simplification et amélioration de la connectivité réseau des serveurs.

Outre ces projets spécifiques, la cellule TIC assure les activités quotidiennes et de maintenance qu'une telle équipe doit gérer, notamment :

- Interventions (IT-HelpDesk) : environ 500 requêtes d'interventions fermées en 2012.
- Remplacement du matériel en fin de vie ou défectueux ;
- Installation de systèmes/logiciels ;
- Renouvellement des licences informatiques ;
- Gestion de la téléphonie ;
- Gestion des imprimantes.

5.8 COMMUNICATION

En 2012, un plan de communication a été conçu dont les objectifs sont de faire connaître les activités de l'institution, assurer la visibilité, asseoir la légitimité et la crédibilité de l'institution et diffuser les productions de l'Institut. Les publics cibles sont repris comme suit : Gouvernement et Parlement wallons, Administration wallonne, Organismes d'intérêt public (OIP) et Partenaires sociaux, Communauté scientifique (universités, institutions de recherche belges et étrangères), Personnel, Décideurs socio-économiques, Mandataires locaux, Presse et Citoyens.

5.8.1 Les publications

Concernant les publications (voir 4.1 pour plus de détails), l'année 2012 a vu la parution de quatre Working Papers, douze Notes mensuelles de conjoncture wallonne, douze numéros des Séries statistiques du marché de l'emploi en Wallonie, l'édition annuelle des Chiffres clés de la Wallonie et deux éditions de Tendances économiques.

5.8.2 Les événements

En 2012, quatre événements ont été organisés (voir 2.5).

- Colloque « La participation en action. Différentes méthodes pour quel vivre ensemble ? » avec l'ULg, le 22/06/2012
Nombre de participants : 135
Nombre d'orateurs : 21
- Colloque « 50 ans après le Rapport Sauvy, la population wallonne entre enjeux du passé et défis du futur », avec la SDFB et le CESW, le 23/10/2012
Nombre de participants : 142
Nombre d'orateurs : 21
- Séminaire méthodologique « Une base de données commune aux partenaires des Relais sociaux : quelle pertinence pour l'analyse et l'action sociale en Wallonie ? » avec la DGO5 et les Relais sociaux, le 27/11/2012
Nombre de participants : 133
Nombre d'orateurs : +/- 15, dont une Française
- Quatrième Conférence méthodologique de l'IWEPS : « Contribution à une prospective au service de la gouvernance », le 04/12/2012
Nombre de participants : 119

Nombre d'orateurs : 13, dont quatre Français et un Américain

5.8.3 Le site internet

Concernant le site internet, la mission dévolue à la cellule communication réside en la mise à jour du site dans les volets Publications et institutionnel. De plus, pour annoncer les nouveautés du site internet, des newsletters sont régulièrement envoyées à plus 3 500 correspondants. Elles ont été au nombre de 14 en 2012.

5.8.4 Communication institutionnelle

En 2012, de nouveaux titres de collection sont venus enrichir les publications de l'IWEPS. La charte graphique a donc été déclinée sur ces titres : Working paper, Rapport de recherche, Actes de colloques, Dynamiques régionales (travail de création et d'adaptation de mise en page).

Afin d'assurer la visibilité de l'Institut, on a procédé à l'acquisition de drapeaux, d'un totem à l'entrée de la propriété, de signalétique parking et, spécifiquement pour les événements, de roll-up, de beach-flags, de panneaux magnétiques pour véhicules.

5.8.5 La presse

En ce qui concerne la presse, neuf communiqués de presse ont été envoyés en 2012 et ont généré des articles dans les principaux quotidiens francophones et sur les ondes. Un journaliste de l'Echo s'est présenté au Colloque Sauvy et a réalisé une interview de Michel Loriaux, président de la SDFB.



Annexes

ANNEXE 1 : BUDGET 2012

Le budget des recettes était fixé à 6 531 000 euros. Elles se sont élevées à 5 871 105 euros.

Le budget des dépenses d'ordonnancement s'élevait à 8 836 000 euros. Les dépenses réelles se chiffrent à 5 547 504 euros.

La sous-consommation du budget liée aux activités opérationnelles de l'IWEPS s'explique par une série de facteurs dont certains retards dans la réalisation d'études ou prestations, des procédures de recrutement et/ou d'engagements prenant plus de temps que prévu notamment du fait du profil des candidats recherchés ou encore des procédures de marchés publics qui n'aboutissent pas dans les termes convenus.

Recettes

DENOMINATION	Réalisé : recettes 2012 (en euros)
Subside de fonctionnement IWEPS	4 851 852,95
Subvention de la Région wallonne pour l'Observatoire de la Mobilité	366 000,00
Subvention de la Région wallonne pour l'Observatoire de la Santé	218 847,52
Subvention de la Région wallonne pour l'Observatoire du développement territorial	135 988,99
Subvention de la Région wallonne pour l'Observatoire de l'Emploi	0
Subvention de la Région wallonne pour la cellule de l'égalité en matière d'emploi et de formation	0
Produits résultant de conventions	278 735,82
Participation du personnel titres-repas	11 815,96
Interventions des Institutions européennes dans le financement des études	6 918,19
Subsides à l'IWEPS pour missions spécifiques complémentaires au programme de recherche	0
Produits divers	945,21
TOTAL DES RECETTES	5 871 104,64

Dépenses

DENOMINATION	Réalisé : dépenses 2012 (en euros)
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	
PERSONNEL	
Rémunérations brutes imposables et cotisations pour la pension des statutaires	2 469 079,74
Autres éléments de la rémunération (pécule de vacances, allocation de fin d'année, allocations de foyer et de résidence, semaine volontaire de 4 jours, frais de transports en commun domicile-lieu de travail)	290 160,27
Cotisations et assurances patronales	829 299,68
Allocations familiales	57 896,34
Autres avantages (chèques-repas)	67 709,37
Autres frais liés au personnel (indemnités kilométriques, frais de séjour, frais de missions)	34 413,57
Service social	16 004,28
Frais et indemnité CWEPS	2 899,86
Formation des membres de l'IWEPS	5 625,44
Participation à des colloques et séminaires	3 820,00
Organisation de séminaires, réunions, colloques	36 258,44
Défraiement de tiers	4 373,41
Sous-total	3 817 540,40
SERVICES ET BIENS DIVERS NON REPRIS A L'INVENTAIRE	
Fournitures et frais divers	62 706,92
Fonctionnement informatique	87 743,14
Location/maintenance matériel	16 168,32
Loyers et charges locaux administratifs	327 933,63
Frais juridiques et financiers	66 549,06
Livres et revues de bibliothèque	91 355,86
Véhicule de fonction – entretien, carburant, assurance	10 863,76
Impression, Diffusion, Publications	42 229,94
TVA	4 605,92
Sous-total	710 156,55
BIENS REPRIS A L'INVENTAIRE	
Données, Licences informatiques spéciales	154 926,95
Centrales et postes téléphoniques	629,99
Réseau et serveurs informatiques	8 022,52
Ordinateurs	48 120,79
Licences informatiques génériques	13 641,11
Acquisition matériel divers (copieurs, imprimantes...)	14 007,41
Mobilier	24 964,72
Véhicule de fonction	0
Sous-total	264 313,49
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	4 792 010,44
DEPENSES POUR LES MISSIONS DECRETALES	
Conventions de recherche	277 401,20
Enquêtes	254 191,76
Recherches, Enquêtes, achats de services pour l'Observatoire de l'Emploi	74 624,50
Recherches, Enquêtes, achats de services pour l'Observatoire de la Mobilité	85 019,69
Recherches, Enquêtes, achats de services pour l'Observatoire de la Santé	43 239,47
Bourses de doctorat IPRA	21 016,67
TOTAL DES DEPENSES POUR LES MISSIONS DECRETALES	755 493,29
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	5 547 503,73

ANNEXE 2 : DOMAINES D'ACTIVITÉ DES CHARGÉS DE RECHERCHE OCCUPÉS À L'IWEPS EN 2012

- Caroline ALBESSART : économie, entreprises, énergies renouvelables, balance énergétique

- Thierry BORNAND : Synergies Wallonie – Fédération Wallonie-Bruxelles, enquête Baromètre social de la Wallonie

- Rébécca CARDELLI : enquête Baromètre social de la Wallonie, genre et discriminations

- Frédéric CARUSO : économie, Europe 2020, conjoncture, comptabilité régionale, revenus des ménages, macroéconomie, prévisions/projections économiques

- Julien CHARLIER : aménagement du territoire, développement territorial, SIG et cartographie, urbain/rural, CPDT, développement durable

- Olivier COLICIS : bien-être, cohésion sociale

- Bernard CONTER : politique de l'emploi, Europe, stratégie européenne pour l'emploi, dimension européenne des politiques, flexicurité, concertation sociale, syndicalisme, politiques fédérales de l'emploi, histoire de la sécurité sociale et de l'Etat providence

- Marc DEBUISSON : population-ménage, conjoncture économique, démographie, statistiques des recensements de population

- Anne DEPREZ : sans-abris et sans-abrisme, relais sociaux, grande précarité ou exclusion sociale, problèmes sociaux de logement, expulsions domiciliaires (essentiellement locatives)

- Claire DUJARDIN : Synergies Wallonie - Fédération Wallonie-Bruxelles, évaluation Plan Marshall 2.Vert

- Jean-Paul DUPREZ : économie, transfrontalier (Grande Région, Nord Pas-de-Calais...), analyses locales, entreprises (démographie, répertoires...), données communales, bassins (emploi, scolaires, résidentiels...), programmation SAS

- Muriel FONDER : évaluation Plan Marshall 2.Vert (capital humain), évaluation des politiques d'emploi, évaluation des politiques de formation, statistiques du chômage (concept)

- Jean-Luc GUYOT : prospective

- Julien JUPRELLE : mobilité et enquête, transports, logistique, développement durable, impacts environnementaux et énergétiques, Horizon 2022, Europe 2020, indicateurs complémentaires au PIB

- Michel LAFFUT [collaborateur honoraire]: bassins d'emploi, indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux (ISADF), indicateurs de bien-être en Wallonie (analyse lexicographique des critères individuels de bien/mal-être, priorisation des composantes du bien-être et mesure du bien-être), indicateurs complémentaires au PIB, forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR France et FAIR Wallonie-Bruxelles)

- Stephania LA ROCCA : bases de références, commande de données individuelles (DGSIE) avec gestion confidentielle en interne, centralisation données SPW, taxinomie de l'IWEPS, métadonnées, inventaire données, GTSI (groupe de travail pour la sécurité informatique EASI-WAL)

- Catherine LAVIOLETTE : capital social, indicateurs bien-être

- Martine LEFEVRE : évaluation des politiques publiques, recherche et développement, Europe 2020, Plan Marshall 2.Vert, recherche et innovation, accompagnement des entreprises, politique industrielle

- Virginie LOUIS : évaluation des politiques publiques, Plan Marshall 2.Vert, recherche et innovation, réseaux d'entreprises (pôles de compétitivité et clusters), financement des entreprises (capital-risque)

- Christine MAINGUET : éducation, formation, Europe 2020, cohésion sociale, synergies Wallonie – Fédération Wallonie-Bruxelles

- Abdeslam MARFOUK : économie, immigration, discrimination sur le marché de l'emploi

- Olivier MEUNIER : économie (macro), modélisation économique (Hermreg, Remi), comptabilité régionale

- Mathieu MOSTY : évaluation Plan Marshall 2.Vert, évaluation de politiques d'emploi, évaluation des politiques de formation, évaluation des structures organisationnelles-réseau, fonction publique

- Régine PAQUE : économie, finances publiques, conjoncture et prévisions économiques, budgets de la Région wallonne, macro-économie

- Isabelle REGINSTER : territoire (observation, évaluation et perspective), indicateurs complémentaires au PIB, analyse spatiale de données de l'enseignement

- Christine RUYTERS : plan de cohésion sociale des villes et communes de Wallonie (soutien méthodologique à sa mise en œuvre et à son évaluation), indicateurs de bien-être en Wallonie (coordination du projet), indicateurs complémentaires au PIB, indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux (ISADF), forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR France et FAIR Wallonie-Bruxelles), liens avec les instances internationales : Conseil de l'Europe

- Yves TILMAN : économie, modélisation, comptabilité régionale et nationale

- Annick VANDENHOOF : santé et vieillissement, biostatistique

- Françoise VANDERKELEN : bases de références, enquêtes et informatique (métadonnées, confidentialité), statistique-méthodologie, Data Warehouse

- Valérie VANDER STRICHT : emploi, Europe 2020, chômage, population active, données communales emploi-chômage, emploi des jeunes, évolution conjoncturelle de l'emploi

- Béatrice VAN HAEPEREN : emploi, évaluation de politiques, fonction publique, économie sociale/emploi non-marchand, simplification administrative

- Frédéric VERSCHUEREN : économie, modélisation économique, projet Preview, évaluation ex-ante des politiques publiques, économétrie, bourses doctorales IPRA

ANNEXE 3 : INDEX ET LISTE DES ABRÉVIATIONS

ADL	Agence de développement local
AES	Association d'économie sociale
AES	Adult Education survey
APE	Aide à la promotion de l'emploi
ASE	Agence de stimulation économique
AWIPH	Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées
BCE	Banque carrefour des entreprises
BCSS	Banque carrefour de la sécurité sociale
BD	Base de données
BELDAM	Enquête déplacement auprès des ménages belges
BNB	Banque nationale de Belgique
BFP	Bureau fédéral du Plan
CBGS	Centrum voor bevolking en gezindstudie
CCFEE	Commission consultative formation emploi enseignement, Bruxelles
CEFORA	Centre de formation de la CPNAE (Commission paritaire nationale auxiliaire pour employés)
CERPE-UNamur	Centre de recherches en économie régionale et politique économique de l'Université de Namur
CEPS-Instead	Centre d'études de populations, de pauvreté et de politiques socio-économiques / International Networks for Studies in Technology, Environment, Alternatives, Development (Luxembourg)
CESW	Conseil économique et social de la Wallonie
CIFEPME	Congrès international francophone en entrepreneuriat et PME
CIFOP	Centre universitaire de formation permanente
CPDT	Conférence permanente du développement territorial
CPVP	Commission de protection de la vie privée
CPU	Certification par unité
CSCh	Cahier spécial des charges
CSEF	Comité subrégional de l'emploi et de la formation
CVTS	Continuing Vocational Training Survey
CWAPE	Commission wallonne pour l'énergie
CWEHF	Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes
CWEPS	Conseil wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique
DAU	Division de l'aménagement et de l'urbanisme – DGO4
DGO2	Direction générale opérationnelle mobilité et voies hydrauliques

DGO3	Direction générale opérationnelle agriculture, ressources naturelles et environnement
DGO4	Direction générale opérationnelle aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie
DGO5	Direction générale opérationnelle pouvoirs locaux, action sociale et santé
DGO6	Direction générale opérationnelle économie, emploi et recherche
DGSIE	Direction générale statistique et information économique du SPF Economie
DiCS	Direction interdépartementale de la cohésion sociale
DIIS	Dispositif intégré d'insertion socio-professionnelle
DPR	Déclaration de politique régionale
EFT	Enquête sur les forces de travail
ENTI	European Network of Territorial Intelligence
ETNIC	Entreprise des technologies nouvelles de l'information et de la communication (Communauté française)
ETP	Equivalent temps plein
EUROCAT	European surveillance of congenital anomalies
FEANTESA	Fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans-abri
FOREM	Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi
FRA	Fondamental Rights Agency
FSE	Fonds social européen
GEDAP-UCL	Groupe d'étude de démographie appliquée – Université catholique de Louvain
GGP UNECE	Generations and Gender Programme United nations Economic Commission for Europe
GGPS	Generations and Gender Panel Study
GRT	Groupe de recherche sur les transports (UNamur)
GTSS	Groupe de travail sur les synergies statistiques
GW	Gouvernement wallon
IBSA	Institut bruxellois de statistique et d'analyse
ICEDD	Institut de conseils et d'études en développement durable
ICN	Institut national des comptes nationaux
IDEE	Identification des embauches en entreprise
IFAPME	Institut wallon de formation en alternance des indépendants et petites et moyennes entreprises
IGSS	Inspection générale de la sécurité sociale (Grand-Duché de Luxembourg)
INASTI	Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques, France

IPG	Institut de physiologie et de génétique
IPP	Impôt des personnes physiques
IPRA	IWEPS PhD Research Activity
IRES-UCL	Institut de recherches économiques et sociales – Université catholique de Louvain
ISADF	Indice synthétique d'accès aux droits fondamentaux
ISBLSM	Institutions sans but lucratif au service des ménages
ISCO	International Standard Classification of Occupations
ISSP	International social survey programme
IUIL	Institut universitaire international du Luxembourg
IVQ	Information Vie quotidienne
IWEPS	Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique
LENTIC – ULg	Laboratoire d'études sur les nouvelles technologies, l'innovation et le changement – Université de Liège
MFWB	Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
MRS	Maison de repos et de soins
NPDC	Nord-Pas-de-Calais
NUTS	Nomenclature des unités territoriales statistiques
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques, Paris
ODT	Observatoire du développement territorial
OIE	Observatoire interrégional du marché de l'emploi de la Grande Région
OIP	Organisme d'intérêt public
ONEM	Office national de l'emploi et du travail
ONSS	Office national de sécurité sociale
ONSSAPL	Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales
OWS	Observatoire wallon de la santé
PAN	Plan d'action national
PAP	Plan d'actions prioritaires
PCM	Plans communaux de mobilité
PCS	Plan de cohésion sociale
PDA	Plan de déplacements des administrations
PDE	Plan de déplacements d'entreprises
PDS	Plan de déplacements scolaires

PEKEA	Political and Ethical Knowledge on Economic Activities
PIAAC	Programme for the International Assessment of Adult Competencies
PME	Petites et moyennes entreprises
PMT	Politiques du marché du travail
PNR	Programme national de réforme
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PST2	Plan stratégique transversal 2
PST3	Plan stratégique transversal 3
PUM	Plan urbain de mobilité
REF	Réseau Recherche Education Formation
REMI	Regional Models Incorporated, George TREISZ, Amherst, USA
ROME	Répertoire opérationnel des métiers et des emplois
RRB	Revenu régional brut
RW	Région wallonne
RWLP	Réseau wallon de lutte contre la pauvreté
SDER	Schéma de développement de l'espace régional
SDFB	Société de démographie francophone de Belgique
SEPAC	Service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des cabinets
SGBD	Système de gestion des bases de données
SHARE	Survey on Health, Ageing and Retirement in Europe
SILC	Survey on Income and Living Conditions, enquête européenne (EUROSTAT)
SIPP	Service interne de prévention et de protection au travail
SNCB	Société nationale des chemins de fer belges
SPF	Service public fédéral
SPF MT	Service public fédéral Mobilité et transports
SPI+	Agence de développement économique de la Province de Liège
SPMT	Service de prévention et de médecine du travail
SPW	Service public de Wallonie
Steunpunt WSE	Steunpunt Werk en social economie
SVR	Studiedienst van de Vlaamse Regering
SWEP	Société wallonne de l'évaluation et de la prospective
TEF-ULB	Point d'appui Travail Emploi Formation – Université libre de Bruxelles

UE2020	Stratégie européenne 2020
UVCW	Union des villes et communes de Wallonie
VET	Vocational Education and Training
VPN	Virtual Private Network
WBI	Wallonie Bruxelles international

ANNEXE 4 : ORGANISMES PARTENAIRES

BCSS, 27
 BFP, 66
 BNB, 25, 54, 66
 CEFIP, 52
 CESW, 13, 29, 66
 Commission régionale vélo, 53
 Communauté germanophone, 29
 CPDT, 33, 53, 66
 CUNIC, 27
 CWEDD, 13
 DGO1, 53
 DGO2, 33, 52, 53, 66
 DGO3, 33, 53, 54, 67
 DGO4, 23, 33, 54, 67
 DGO5, 30, 40, 67
 DGO6, 30, 67
 DGSIE, 21, 26, 27, 36, 41, 55, 64, 67
 DiCS, 67
 DICs, 31
 ETNIC, 28, 29, 39, 67
 Eurostat, 13, 41
 FEDER, 28
 Fédération Wallonie- Bruxelles, 52
 Fédération Wallonie-Bruxelles, 23, 26, 28, 29, 39, 40, 52, 54, 55
 FSAGx, 13
 FSE, 28, 29, 55, 67
 FUCAM, 13
 FUSL, 13
 Gouvernement wallon, 8, 55, 67
 Grande Région, 38, 39, 55, 68
 IBSA, 54, 67
 ICN, 25, 43, 53, 67
 IGSS, 27
 INAMI, 27
 INASTI, 27
 INSEE, 39, 68
 Institut Destrée, 54
 IPG, 30
 IPRA, 65, 68
 ISSP, 52
 KUL, 51
 MFWB, 28, 29, 39, 40, 68
 OCDE, 52, 53
 ODT, 68
 ONEM, 27
 ONSS, 26, 27, 43, 68
 ONSS-APL, 27
 OWM, 33, 34
 OWS, 30, 40, 68
 Politique scientifique fédérale, 51, 52
 SDFB, 69
 SPF Emploi, 53, 54
 SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, 54
 SPW, 11, 23, 30, 33, 40, 59, 69
 SPW-DGO4, 52
 SVR, 54, 69
 UCL, 13, 22, 23, 56, 67, 68
 ULB, 13, 69
 ULg, 13, 51, 56
 UMONS, 13
 UNamur, 13
 Vlaamse overheid, 54



*INSTITUT WALLON
DE L'ÉVALUATION,
DE LA PROSPECTIVE
ET DE LA STATISTIQUE*

Route de Louvain-la-Neuve, 2
B-5001 BELGRADE – NAMUR

Tél. 32 (0)81 46 84 11

Fax 32 (0)81 46 84 12

www.iweps.be

info@iweps.be



Wallonie